

Etablissement Français du Sang

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

PricewaterhouseCoopers Audit
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles
et du Centre
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG SA
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles
et du Centre
Tour Egho – 2, avenue Gambetta
92066 Paris-La Défense Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

Aux Autorités de Tutelle
Etablissement Français du Sang
20, avenue du Stade de France
93210 Saint-Denis

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Etablissement Français du Sang relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de l'Ordonnateur et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Autorités de Tutelle.

Responsabilités de l'Ordonnateur, de l'Agent comptable et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels

Il appartient à l'Agent comptable, en relation avec l'Ordonnateur, d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux, ainsi qu'à l'Ordonnateur et l'Agent comptable de mettre en place les dispositifs de contrôle interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'Ordonnateur d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, et à l'Agent comptable de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'établissement ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 17 mars 2025

Les commissaires aux comptes

KPMG SA

PricewaterhouseCoopers Audit

 ROMAIN MERCIER

Florence Pestie

Romain Mercier
Associé

Florence Pestie
Associée



Comptes sociaux et Annexe

ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

EXERCICE 2024



COMPTES ANNUELS

1-Actif

2-Passif

3-Compte de résultat

Bilan Actif

Exprimé en €

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2024	31/12/2023
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	95 002 652	87 624 268	7 378 384	7 268 732
Fonds commercial	1 028 120	765 160	262 960	393 000
Autres immobilisations incorporelles	296 311	296 311		4 383
Immobilisations incorp encours, avances et acomptes	1 657 514		1 657 514	2 568 168
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	13 387 181	2 402 499	10 984 681	11 153 154
Constructions	451 839 109	324 482 053	127 357 056	130 858 279
Installations techniques, matériel, outillage	258 057 657	180 057 961	77 999 696	74 160 884
Collections	6 850		6 850	6 850
Biens historiques et culturels				
Autres immobilisations corporelles	82 159 520	68 516 786	13 642 734	13 206 309
Immobilisations en cours	16 878 989	19 859	16 859 130	19 187 409
Avances et acomptes	201 669		201 669	184 392
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles (biens vivants)				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations	3 899 905		3 899 905	3 879 905
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	16 043		16 043	16 043
Prêts	24 558 133		24 558 133	23 687 553
Autres immobilisations financières	1 823 774	4 204	1 819 570	1 589 050
ACTIF IMMOBILISE	950 813 429	664 169 102	286 644 328	288 164 111
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	39 039 506	486 072	38 553 434	35 482 623
En-cours de production de biens	9 903 152	4 916 461	4 986 691	6 656 003
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	100 803 205	68 991 815	31 811 390	27 455 411
Marchandises	486 495		486 495	573 473
CREANCES				
Créances sur des entités publiques (Etat, autres EP)	20 578 119		20 578 119	23 049 960
Créances clients et comptes rattachés	214 612 580	1 530 613	213 081 968	194 689 834
Créances sur redevables (fiscalité affectée)				
Avances et acomptes versés sur commandes	174 044		174 044	477 806
Créances pour compte (dispositifs d'intervention)	66 999		66 999	66 899
Autres créances	9 818 952	3 998 640	5 820 312	6 507 646
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
Charges constatées d'avance	6 613 393		6 613 393	6 146 847
ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	402 096 445	79 923 600	322 172 845	301 106 503
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	27 108 230		27 108 230	9 840 208
Autres				
TRESORERIE	27 108 230		27 108 230	9 840 208
Comptes de régularisation actif				
Ecart de conversion actif	1 981		1 981	12
TOTAL GENERAL	1 380 020 085	744 092 702	635 927 383	599 110 833

Bilan Passif

Exprimé en €

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
FINANCEMENTS RECUS		
Financement de l'actif par l'Etat	55 457 007	55 748 271
Financement de l'actif par des tiers	9 181 941	9 982 293
Fonds propres des fondations		
Ecart de réévaluation		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	154 742 692	154 742 692
Report à nouveau	35 785 002	44 452 230
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	11 373 729	(8 667 228)
Provisions réglementées		0
FONDS PROPRES	266 540 370	256 258 257
Provisions pour risques	30 774 747	28 211 085
Provisions pour charges	128 370 728	127 304 478
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	159 145 475	155 515 563
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	28 625 000	10 125 000
Dettes financières et autres emprunts	253 490	159 236
DETTES FINANCIERES	28 878 490	10 284 236
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	123 906 212	129 046 362
Dettes fiscales et sociales	42 742 639	42 457 352
Avances et acomptes reçus		
DETTES DIVERSES		
Dettes pour compte (dispositifs d'intervention)	0	
Autres dettes	2 606 020	1 092 764
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	12 108 150	4 455 921
DETTES NON FINANCIERES	181 363 020	177 052 400
TRESORERIE		
Autres éléments de trésorerie passive		
TRESORERIE		
Comptes de régularisation passif		
Ecart de conversion passif	27	378
	635 927 383	599 110 833

Compte de résultat

Exprimé en €

Rubriques	France	Exportation	31/12/2024	31/12/2023
Subventions pour charges de service public			104 937 724	59 125 236
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et autres entités publiques				
Subventions affectées aux opérations d'intervention			33 474	188 469
Dons et legs				
Produits de la fiscalité affectée				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE			104 971 197	59 313 705
Ventes de marchandises	2 006 603	27 578	2 034 181	1 585 036
Production vendue de biens	695 239 135	6 363 122	701 602 257	700 117 679
Production vendue de services	183 695 507	1 185 983	184 881 490	182 236 147
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	880 941 246	7 576 683	888 517 929	883 938 862
Produits de cessions d'actifs			104 226	5 320 731
Production stockée			5 864 095	3 561 168
Production immobilisée				
Autres produits de gestion			5 329 497	8 554 751
Opérations en commun (bénéfice attribué ou perte transférée)				
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public				
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE			899 815 746	901 375 512
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			137 747 440	150 961 914
Reprises du financement rattaché à un actif			1 736 068	2 060 655
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 144 270 451	1 113 711 787
ACHATS				
Achats matières premières, marchandises			188 785 227	176 568 808
Variation de stock (matières premières, march...)			(2 945 829)	1 492 492
Autres achats et charges externes			244 832 810	248 940 843
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			364 530 349	357 698 650
Charges sociales			119 586 053	115 318 278
Intéressement et participation				
Autres charges de personnel			11 648 067	11 196 676
AUTRES CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Impôts, taxes et versements assimilés			19 245 782	17 164 504
Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)			4 588 385	12 902 607
Opérations faites en commun (perte supportée ou bénéfice transféré)				
CHARGES D'INTERVENTION				
Charges d'intervention				
Dotations aux provisions sur dispositifs d'intervention				
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements et dépréciations			43 446 873	42 011 072
Dotations aux provisions			65 402 759	68 442 140
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			74 713 097	71 569 877
Valeur nette comptable des actifs cédés			596 761	1 657 950
CHARGES D'EXPLOITATION			1 134 430 335	1 124 963 895
RESULTAT D'EXPLOITATION			9 840 116	(11 252 109)
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits nets sur cessions des immobilisations financières			2 477 724	1 177 172
Intérêts sur créances non immobilisées				
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Gains de change			1 723	25 093
Autres produits financiers			2	11 371
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières			325	80 819
PRODUITS FINANCIERS			2 479 774	1 294 456
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêt			170 291	83 164
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Pertes de change			24 409	8 904
Autres charges financières			2 292	
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières			1 980 734	801 482
CHARGES FINANCIERES			2 177 726	893 550
RESULTAT FINANCIER			302 048	400 907
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			10 142 165	(10 851 202)
Impôt sur les sociétés			1 231 564	2 183 974
RESULTAT DE L'EXERCICE (BENEFICE OU PERTE)			11 373 729	(8 667 228)

ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG



Sommaire

0 REGLES ET METHODES COMPTABLES	8
1 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2024.....	9
1.1 Situation financière de l'EFS et perspectives.....	9
1.2 Contrôles externes des comptes	9
1.3 Immobilisations	9
1.3.1 Biens mis à disposition de l'EFS	9
1.3.2 Dépréciations d'immobilisations	10
1.3.3 Principaux travaux immobiliers.....	10
1.3.4 Participations financières.....	10
1.4 Provisions pour risques et charges et dépréciations de l'actif	10
1.4.1 Construction Nancy Lobau et dossier CHU de Nancy	10
1.4.2 Affaire Mérel	11
1.4.3 Service à Comptabilité Distincte (SACD) - contentieux transfusionnels	11
1.4.4 Provision pour Indemnités de Départ à la Retraite (PIDR)	13
1.4.5 Provision pour risques et charges fiscales	14
1.4.6 Provisions relatives aux relations contractuelles.....	15
1.4.7 Stocks de sang placentaire	16
1.4.8 Provisions relatives à un risque social	16
1.5 Intéressement	17
2 COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2024	19
2.1 Le résultat d'exploitation est bénéficiaire de +9,8 M€	19
2.1.1 L'augmentation des charges d'exploitation est contenue à + 0,8%	19
2.1.2 Les produits d'exploitation progressent de + 2,7%	23
2.2 Le résultat financier est équilibré	24
2.3 Le mode de formation du résultat et les crédits d'impôts	24
2.4 Détail de la créance future d'impôts	25

3_ BILAN AU 31 DECEMBRE 202427

3.1 Bilan actif.....27

3.1.1 *L'actif net immobilisé représente 45 % du total de l'actif.....27*

3.1.2 *L'actif circulant augmente de 21,1 M€30*

3.2 Bilan passif.....34

3.2.1 *Les fonds propres de l'EFS augmentent de + 10,3 M€.....34*

3.2.2 *Les provisions inscrites au passif diminuent de 3,6 M€35*

3.2.3 *Les dettes financières augmentent de 18,6 M€ du fait d'un nouvel emprunt.....35*

3.2.4 *Les dettes d'exploitation diminuent de - 4,9 M€36*

3.2.5 *Les dettes diverses et comptes de régularisation augmentent de 9,2M€.....37*

TABLEAUX ANNEXES 38 à 56

0_REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'Etablissement Français du sang (EFS) est un établissement public de l'Etat créé par la loi n°98-535 du 1^{er} juillet 1998 relative au renforcement de la veille sanitaire. Cet établissement dont les missions sont décrites à l'article L. 1222-1 du code de la santé publique est, depuis le 1^{er} janvier 2000, l'opérateur unique en matière de transfusion sanguine.

➡ L'EFS est soumis au régime financier et comptable prévu par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP).

Les titres I et III du décret sont applicables à l'EFS à l'exception des articles 175, 178 à 185 et 204 à 208 qui concernent la comptabilité budgétaire et les articles 220 à 228 qui se rapportent au contrôle budgétaire.

Le décret n° 2012-1247 du 7 novembre 2012, porte adaptation du code de Santé Publique (CSP) aux nouvelles règles de gestion budgétaires et comptables.

Son article 3 concerne l'EFS. Il modifie les articles suivants du CSP :

- R 1222-6 : le terme EPRD est remplacé par budget ;
- R 1222-7 : les délibérations portant sur le budget et les comptes sont exécutoires dans les conditions prévues au décret 2012-1246 du 7 novembre, au titre III ;
- R 1222-12 : l'EFS est soumis aux dispositions des titres I et III à l'exception des articles concernant la comptabilité et le contrôle.

L'Etablissement Français du Sang ne vote ni n'exécute son budget en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

➡ Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions des articles 212, 213 et 214 du décret GBCP.

L'article 212 du décret GBCP relatif au compte financier a été modifié par le décret n°2018-61 du 23 janvier 2018. Le compte financier est désormais soumis à l'organe délibérant, au plus tard dans les 75 jours suivant la clôture de l'exercice.

➡ Les principes de comptabilisation des opérations sont conformes au régime applicable aux établissements publics industriels et commerciaux dotés d'un agent comptable, et les dispositions comptables spécifiques à l'EFS ont été approuvées par le Conseil National de la Comptabilité (avis n° 00-21 du 29 novembre 2000).

L'EFS applique les principes comptables prévus dans l'avis du CNOCP n°2015-05 du 8 avril 2015 relatif aux normes comptables pour les établissements publics, ainsi que l'instruction comptable commune « M9 » qui y est associée et les principes comptables prévus au Recueil des Normes Comptables des Etablissements Publics (RNCEP).

➡ Les comptes présentés au titre de l'exercice 2024 traduisent les opérations de la 25^{ème} année d'activité de l'EFS sur une période de 12 mois correspondant à l'année civile.

1_Faits marquants de l'exercice 2024

1.1 Situation financière de l'EFS et perspectives.

En 2024, l'EFS a obtenu le soutien de ses tutelles par l'attribution d'une subvention pérenne pour soutenir son activité.

Cette subvention a atteint 100 M€ pour l'exercice 2024 (elle s'était élevée à 54,7 M€ en 2023).

Dans le cadre de la loi de financement de la Sécurité Sociale pour l'exercice 2025, la subvention prévue s'élèvera à 110 M€.

1.2 Contrôles externes des comptes

- ➡ L'EFS n'a fait l'objet d'aucun contrôle de la Cour des Comptes en 2024, ni d'aucune notification d'ouverture d'un nouveau contrôle.
Le dernier contrôle de la Cour des Comptes portait sur les années 2009 à 2017. Le jugement de la Cour est intervenu en janvier 2021 et est désormais clos.
- ➡ Aucun contrôle fiscal ou URSSAF n'a été initié au cours de l'année.

1.3 Immobilisations

1.3.1 Biens mis à disposition de l'EFS

- ➡ La DGFIP a demandé aux Etablissements publics nationaux de comptabiliser à leur actif l'intégralité des biens immobiliers considérés comme contrôlés par les établissements (instruction DGFIP n°2012/11/6584 du 18 décembre 2012).

Des discussions avec le Ministère de l'Economie et des Finances, il a résulté que le contrôle par l'EFS des biens mis à disposition (MAD) est considéré acquis lorsque, pour un bien, les conditions suivantes sont cumulativement réunies :

- le loyer, net des remises significatives sur le chiffre d'affaires, est inférieur à 50 % de la valeur de marché moyenne, estimée à 70 €/m² (incluant de fait l'absence totale de loyer) ;
- l'EFS assure le financement des gros travaux normalement imputables au propriétaire.

L'intégration au bilan des biens mis à disposition de l'EFS s'est achevée en 2015 et fait l'objet de mises à jour régulières en fonction de l'occupation de nouveaux locaux ou au contraire de l'abandon par l'EFS de ces entités.

Pour 2024, aucun mouvement d'entrée ou de sortie n'a été enregistré pour ces biens.

Au 31 décembre 2024 figurent au bilan 24 biens mis à disposition et contrôlés pour un montant en valeur brute de 19,8 M€ dont 17,3 M€ pour les bâtiments et 2,5 M€ pour les terrains, en contrepartie d'un financement externe de l'actif (sans changement par rapport à l'année précédente).

Ces biens font l'objet d'un amortissement conforme aux pratiques habituelles de l'EFS (méthode des composants). Les financements externes de l'actif comptabilisés en contrepartie sont repris en résultat au même rythme, annulant tout impact sur le compte de résultat à ce titre.

1.3.2 Dépréciations d'immobilisations

➡ Provision pour risque de délocalisation

Dans le cadre de la gestion de son parc immobilier et de l'optimisation de ses implantations sur l'ensemble du territoire, l'EFS réalise chaque année auprès des ETS en régions une enquête qui permet d'actualiser le risque de devoir quitter certains sites dans les 3 années à venir.

La valeur nette comptable des agencements immobiliers concernés fait l'objet d'une dépréciation mise à jour chaque année.

Au 31 décembre 2024, la dépréciation totale pour ces agencements s'élève à 1,3 M€, sans évolution significative par rapport à l'année précédente.

1.3.3 Principaux travaux immobiliers

➡ Compte tenu des mises en service de locaux effectuées dans le courant de l'année 2024, les travaux immobiliers en cours au 31 décembre 2024 sont en augmentation de +2,3 M€ par rapport à 2023 et s'élèvent à 12,8 M€.

Les principaux travaux immobiliers en cours sont :

- Réhabilitation du site de Nice Pasteur (Provence Alpes Côte d'azur Corse) : 2,3 M€
- Plateau technique de Loos-lez-Lille (Hauts de France Normandie) : 3 M€
- Réhabilitation du laboratoire AICT de Besançon (Bourgogne Franche Comté) : 1,5 M€
- Sécurisation des installations de l'ABG (Centre Pays de Loire) : 1,2 M€

➡ En lien avec ces programmes de travaux, des mises en service de travaux immobiliers terminés ont été comptabilisées en 2024, principalement :

- Maison du Don Zola Paris (Ile de France) : 1,9 M€
- Rénovation des locaux de Bordeaux Pellegrin (Nouvelle Aquitaine) : 1,3 M€
- Rénovation du site de Lyon La Part-Dieu (Auvergne Rhône Alpes) : 1,1 M€

1.3.4 Participations financières

En 2017, une augmentation de capital de Diagast a été réalisée avec l'entrée, à hauteur de 18,2 %, des groupes régionaux d'investissement GEI et IRD comme actionnaires minoritaires aux côtés de l'EFS.

La valorisation à l'actif des actions de l'EFS reste inchangée en 2024 pour un montant de 3,9 M€.

1.4 Provisions pour risques et charges et dépréciations de l'actif

1.4.1 Construction Nancy Lobau et dossier CHU de Nancy

➡ La mise en service de l'immeuble du site de Nancy-Lobau a été prononcée en date du 18 janvier 2015 après de nombreux aléas intervenus au cours de la période de construction prolongeant la durée des travaux au-delà des estimations initiales.

Une réclamation a été présentée par l'entreprise générale de travaux publics Halle, pour un montant de 6 M€ HT.

Cette demande a été refusée par l'EFS car jugée contractuellement non fondée. L'entreprise a porté le contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy. La note d'avocat conclut à l'absence

de démonstration de faute de l'EFS. Les préjudices éventuels que l'EFS auraient à connaître du fait de ces déboires de construction seraient à la charge de l'entreprise Halle. Aucune provision n'est constituée à ce titre.

- ➡ Par ailleurs, le CHU de Nancy estimant avoir subi un préjudice du fait du retard pris pour la relocalisation des activités de l'EFS (à Lobau) a émis à l'encontre de l'EFS une réclamation indemnitaire de 908 082 € que l'Etablissement a rejetée.

Le CHU de Nancy a sollicité auprès du ministère du budget l'engagement d'une procédure de mandatement d'office. Le 12 février 2020, l'Etat a rejeté cette demande au motif que la créance était trop incertaine pour donner lieu à une telle procédure.

Le CHU de Nancy a saisi le Tribunal Administratif de Nancy par requête enregistrée le 17 juin 2020 en mettant en cause l'Etat pour cette décision. Le TA de Nancy a renvoyé la requête devant le Tribunal Administratif de Paris par ordonnance du 27/09/2021.

A ce stade, le dossier a évolué avec une mise en cause directe de l'EFS devant le Tribunal Administratif de Paris. L'affaire n'a toutefois fait l'objet d'aucun jugement en 2024.

Une provision pour risque avait été constituée à hauteur de 908 K€ à ce titre en 2021 et demeure inchangée.

1.4.2 Affaire Mérel

- ➡ Pour rappel, les époux Mérel ont détourné des fonds à hauteur de 8,5 M€, dont 5,3 M€ sous période EFS. L'assurance Chubb a indemnisé l'EFS à hauteur de 3 M€. Les époux Mérel ont été condamnés en audiences correctionnelles des 23 et 25 octobre 2013 à des peines de prison, maintenant terminées, et au remboursement de la somme détournée de 8,5 M€ ainsi qu'au paiement de 0,1 M€ pour préjudice moral.

Les sommes perçues par l'EFS sur la réalisation d'actifs des époux Mérel jusqu'en 2015 puis au titre de versements du pécule du prisonnier se sont élevées à 1,5 M€. Depuis 2019, des saisies sur les retraites des époux sont pratiquées chaque mois.

Au total, les époux Mérel restent redevables de 6,9 M€ auprès de l'EFS. Cette créance est totalement provisionnée.

Toutes les actions en recouvrement possibles se poursuivent de manière à réduire cette créance, conformément aux possibilités offertes par les voies d'exécution légales.

1.4.3 Service à Comptabilité Distincte (SACD) - contentieux transfusionnels

● Contentieux organismes Tiers Payeurs

- ➡ L'article 67 de la loi du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009 a confié à l'ONIAM un dispositif de règlement amiable des dommages imputables à des contaminations par le virus de l'hépatite C d'origine transfusionnelle. A également été prévue la substitution de l'ONIAM à l'EFS dans le cadre des contentieux en cours concernant les demandes d'indemnisation introduites par les victimes auprès des anciens centres de transfusion sanguine (CTS) ou directement auprès de l'EFS depuis 2000.

➡ Par ailleurs, afin de continuer à bénéficier de garanties assurantielles et de ne pas laisser l'entier financement à la CNAMTS, l'article 72 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 avait ouvert la possibilité d'une action directe de l'ONIAM contre les assureurs des anciens CTS ainsi qu'une action des tiers payeurs, notamment des CPAM, contre l'EFS.

➡ En vue de simplifier la gestion des dossiers réclamés par les CPAM à l'EFS, la loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2021, dans son article 39, a ouvert aux CPAM la possibilité d'une action directe contre les assureurs de l'EFS lorsque leurs assurés ont été victimes de contaminations transfusionnelles.

La mise en œuvre de cette mesure a fait l'objet de diverses réunions de cadrage courant 2021 ayant permis d'aboutir aux décisions suivantes :

1. pour les demandes amiables déjà adressées par les Caisses à l'EFS, l'EFS n'y donne plus suite et les Caisses n'initient aucun nouveau recours contre l'EFS ;
2. pour les contentieux judiciairisés en première instance, les Caisses procèderont à un désistement d'instance au fur et à mesure des instances ;
3. pour les contentieux en appel, poursuite des instances initiées par l'EFS lorsqu'il a été condamné en première instance ;
4. concernant les actions initiées par les Caisses après défaite en première instance, gestion au cas par cas des éventuels désistements d'instance.

Ainsi, l'EFS ne reçoit plus de demandes amiables de la part des Caisses. Toutes les provisions antérieurement constituées à ce titre ont été reprises en 2021.

Concernant les points 2 à 4, les audiences se déroulent en fonction des calendriers des différents tribunaux. Les provisions sont donc adaptées au fur et à mesure des décisions de justice. Le montant de ces provisions au 31 décembre 2024 s'élève à 1,06 M€.

Par ailleurs, les provisions constatées pour couvrir le risque de paiement des frais futurs dans les dossiers pour lesquels l'EFS a déjà été condamné de manière définitive sont maintenues pour couvrir ces frais évalués à 1,12 M€.

◆ *Autres contentieux transfusionnels hors du champ judiciaire de l'ONIAM*

Certains dossiers de contentieux transfusionnels se rapportant à des cas particuliers de victimes n'entrant pas dans le champ des prises en charge de l'ONIAM sont directement gérés par l'EFS.

Deux dossiers sont toujours en cours au stade judiciaire de l'appel. Un jugement favorable à l'EFS est intervenu en 2024, et une reprise de provision a donc été comptabilisée à hauteur de 0,6 M€ ramenant la provision globale pour ces 2 affaires à 0,4 M€ au 31 décembre 2024.

1.4.4 Provision pour Indemnités de Départ à la Retraite (PIDR)

- Le calcul de la PIDR au 31 décembre 2024 s'appuie sur les hypothèses suivantes :

Hypothèses générales	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024
REVALORISATION SALAIRES ANNUELLE	3,850%	4,990%	1,800%	3,300%
REVALORISATION SALAIRES MOYENNE 3 ANS	1,800%	3,123%	3,547%	3,363%
RENDEMENT FINANCIER ACTIFS LT	0,52%	3,27%	2,96%	3,56%
TAUX DE CHARGES SOCIALES & FISCALES	41,64%	41,70%	41,30%	42,20%
AGE DE DEPART A LA RETRAITE MOYEN	64,0	63,0	64,0	64,0
TABLE DE MORTALITE UTILISEE	2017-2019	2018-2020	2018-2020	2020-2022
TURNOVER	3,12%	3,65%	3,78%	4,04%
ENGAGEMENT ACTUALISE (en €)	77 200 267	68 635 413	72 154 741	68 263 660

L'âge moyen de départ à la retraite a été porté à 64 ans et correspond à l'augmentation de l'âge moyen observé des départs à l'EFS. Il prend ainsi en compte les impacts de la réforme des retraites entrée en vigueur à partir du 15 avril 2023.

Le taux d'actualisation retenu dans le calcul au 31 décembre 2024 est le Taux de l'Echéance Constante - 20 ans, soit 3,56% à fin décembre 2024 contre 2,96% à fin décembre 2023 (*source : Banque de France*).

Le taux de turn-over utilisé dans les calculs est la moyenne des taux de démission sur les quatre dernières années.

Le taux de revalorisation salariale utilisé pour le calcul au 31 décembre 2024 a été pris en compte à hauteur de 3,3%.

- L'engagement total de PIDR calculé avec ces hypothèses s'élève à 67,2 M€.
Pour atténuer les impacts sur le résultat de l'évolution des taux d'actualisation, il a été décidé au 31 décembre 2014, de mettre en œuvre la recommandation ANC n° 2014-02, permettant d'appliquer la « méthode du corridor ».

Au 31 décembre 2017, la méthode a été complétée par la prise en compte dans le corridor de l'ensemble des écarts actuariels depuis le 1^{er} janvier 2014 y compris la prise en compte du changement de la table de turn-over au 31 décembre 2014 en changement de méthode comptable.

Par ailleurs, le mode de comptabilisation a été modifié de manière à distinguer la part de provision reprise au titre des départs en retraite de l'année (reprise des prestations servies), de la part de la dotation annuelle brute.

- L'ensemble des écarts actuariels n'impactant pas le compte de résultat s'élève à 1,1 M€ au 31 décembre 2024 (méthode du corridor). Ainsi, sur les 69,4 M€ de l'engagement total, l'inscription en comptabilité se trouve limitée à 68,3 M€.

Au final, la provision évolue de la façon suivante :

Détermination de la provision (données en €)	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024
Provision N-1	62 898 979	63 038 587	64 985 909	66 057 585
Montant de la dotation N (charge)	5 636 617	7 242 445	5 996 459	6 527 104
Reprises (prestations payées)	-5 497 009	-5 295 123	-4 924 783	-4 321 030
Impact changement du turnover / changement de méthode				
Dotations nettes	139 608	1 947 322	1 071 676	2 206 075
Provision N	63 038 587	64 985 909	66 057 585	68 263 660

Pour l'exercice 2024 la provision enregistre ainsi une progression nette de 2,2 M€.

1.4.5 Provision pour risques et charges fiscales

➡ Provision pour TVA à régulariser sur les immobilisations

Suite aux dispositions fiscales relatives à l'exonération de TVA de l'ensemble des produits sanguins à usage thérapeutique à compter du 1^{er} janvier 2019, liées à la transposition dans la réglementation fiscale française d'une décision communautaire (Cour de Justice de l'Union Européenne du 5 octobre 2016), le coefficient d'assujettissement à la TVA de l'EFS a fortement baissé en 2019 puisqu'une grande partie de ses activités est désormais exonérée de TVA.

En conséquence, le coefficient général de récupération de TVA sur les dépenses est passé de 84 % en 2018 à 14 % en 2019.

Un reversement de la TVA initialement déduite sur les immobilisations par 1/5^{ème} (biens meubles) ou 1/20^{ème} (immeubles) sur la période restant à courir doit être effectué. Cette régularisation est intervenue à compter de l'exercice 2019 et consiste à reverser chaque année pendant 5 ans pour les biens meubles et pendant 20 ans pour les immeubles, le montant de TVA antérieurement déduite sur les immobilisations concernées.

Une provision intégrant la totalité des conséquences de cette mesure avait été constituée en 2019 à hauteur de 23 M€. Elle est partiellement reprise chaque année en fonction des reversements pris en compte.

Pour 2024 : la reprise de provision à ce titre s'est élevée à 1,4 M€ ramenant le solde de la provision pour les années à venir à un total de 9,3 M€.

➡ Réponse de l'administration fiscale au rescrit « calcul du prorata de TVA »

Une nouvelle méthode de calcul du prorata de TVA récupérable a été envisagée. Ce nouveau calcul, plus avantageux pour l'EFS, a fait l'objet d'un rescrit adressé à l'Administration Fiscale le 19 décembre 2022. La réponse au rescrit a été reçue, datée du 15 février 2024.

Dans sa réponse, l'Administration valide les demandes que l'EFS avait formulées et les techniques comptables de détermination du prorata proposées, ce qui permet à l'Etablissement de bénéficier d'un calcul de prorata de TVA récupérable qui lui est plus favorable.

En 2023, le prorata global de récupération de TVA est ainsi passé de 14 % à 18 %.

Pour l'exercice 2024, le calcul effectué permet de constater une stabilisation de ce taux à hauteur de 18%

➡ **Provision pour risque de reversement d'indu de TVA aux clients**

A l'occasion de la modification du régime de TVA des produits sanguins intervenue en 2019 suite à la transposition dans la réglementation fiscale française d'une décision communautaire (Cour de Justice de l'Union Européenne du 5 octobre 2016), certains clients avaient sollicité le remboursement de la TVA facturée par l'EFS au cours des 3 années précédant la décision de la CJUE.

Les tribunaux français saisis de ces demandes les avaient rejetées jusqu'en 2022, estimant que l'EFS n'intervenait que comme intermédiaire pour le compte de l'Etat dans le cadre de la TVA collectée.

En septembre 2022, la Cour Administrative d'Appel de Marseille en a jugé différemment, estimant que l'EFS se devait de restituer aux demandeurs une somme indûment perçue correspondant au montant de la TVA encaissée. L'EFS a décidé de se pourvoir en Cassation contre ces arrêts devant le Conseil d'Etat.

Par un arrêt du 23 novembre 2023, le Conseil d'Etat a rejeté le pourvoi et condamné l'EFS à restituer les sommes réclamées par les établissements de santé requérants.

Les encours judiciairisés concernés s'élevaient à 1,1 M€ et avaient fait l'objet d'une provision pour risque en 2022. Les mises en paiement effectives ont débuté dans le courant de l'année 2024 pour un montant de 1,1 M€. La provision a été réduite à due concurrence des montants payés. Ces versements sont sans impact sur les résultats compte tenu de la provision existante.

1.4.6 Provisions relatives aux relations contractuelles

➡ **Provisions pour demandes d'indemnités d'imprévision sur les marchés publics**

Dans le contexte de la flambée mondiale des cours de l'énergie et des matières premières, certains fournisseurs titulaires de marchés publics avec l'EFS, ont sollicité la prise en compte de leurs difficultés financières imprévisibles et demandé, conformément à la circulaire du Premier Ministre du 30 mars 2022, que leurs soient accordées des indemnités d'imprévision.

Des négociations ont été ouvertes avec certains fournisseurs afin d'étudier les justifications comptables de leurs demandes et les réduire autant que possible.

Au total, une provision de 1,2 M€ avait été constituée à ce titre pour 2022. Au cours de l'exercice 2024, les négociations se sont poursuivies pour aboutir au final à un accord sur une indemnité de 1,7 M€ à verser en 2025.

La provision a été réajustée en ce sens.

➡ **Litige contractuel avec un client**

Divers manquements contractuels sont reprochés à l'EFS par une société cliente, dans le cadre d'un contrat de partenariat confiant à l'EFS une mission de développement d'un médicament de thérapie innovante (MTI) expérimental.

La société cliente a assigné l'EFS devant le Tribunal Judiciaire de Grenoble le 24 novembre 2023. A ce stade et sur avis de l'avocat en charge du dossier, il peut être envisagé un risque de condamnation pécuniaire limité à 0,5 M€ (risque correspondant à la demande du client au titre de sommes inutilement

versées par lui à des tiers dans le cadre du projet, exclusion faite en l'état actuel de la demande, de dommages et intérêts complémentaires évalués par le demandeur à 12 millions d'euros).

Ce dossier n'a pas connu de nouveau développement en 2024.

1.4.7 Stocks de sang placentaire

Le coût unitaire retenu pour la valorisation des unités de sang placentaire (USP) a été revu en 2016 de manière à exclure les coûts de sous-activité liés aux banques passives qui ne réalisent que du stockage.

Les points suivants ont été retenus :

- non prise en compte des coûts d'exploitation des banques passives dans le calcul du coût de revient ;
- intégration de la facturation aux maternités des consommables fournis par l'EFS utilisés lors des prélèvements ;
- intégration des éventuelles subventions d'exploitation reçues au titre de l'activité de production.

Avec cette méthode inchangée depuis 2016 on obtient un coût de revient par USP de 4 178 € pour 2024 contre 4 654 € pour 2023, soit une diminution de -10,2%.

Le nombre de greffons stockés a augmenté passant à 59 593 USP à fin 2024, contre 59 393 USP à fin 2023.

Le taux de rotation se stabilise à 0,14% en 2024.

- Compte tenu du niveau très bas du taux de rotation de ces produits, il a été décidé de constater une provision pour dépréciation à hauteur de 100 % de la valeur du stock.

Au total, la provision passe de 66,5 M€ en 2023 à 67,4 M€ en 2024, soit une augmentation de 0,9 M€.

1.4.8 Provisions relatives à un risque social

La loi n° 2024-364 du 22 avril 2024 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'UE est venue modifier le code du travail. La conséquence est l'acquisition de congés pendant l'arrêt pour maladie non professionnelle.

La période de suspension du contrat de travail pour cause d'arrêt de travail lié à un accident ou une maladie n'ayant pas de caractère professionnel est dorénavant assimilée à du travail effectif pour la détermination de la durée du congé, à hauteur de deux jours ouvrables par mois et dans la limite d'une attribution à ce titre, de 24 jours ouvrables (20 jours ouvrés) par période de référence pour l'acquisition des congés (année civile à l'EFS).

Cette loi a également instauré le bénéfice d'une période de report d'une durée de 15 mois en cas d'impossibilité de prendre des congés payés pour cause de maladie ou d'accident. Le point de départ de ce délai est fixé à la date de la délivrance d'une information sur les congés acquis et leur durée de prise, dans le mois de la reprise du travail suite à un arrêt maladie. Pour les arrêts longs (couvrant toute la période d'acquisition), le point de départ est fixé au terme de cette période.

Les paramétrages de paie ont été adaptés pour prendre en compte ces mesures dès 2024.

Les régularisations antérieures à 2024 ne sont cependant pas automatiques. Elles ne sont réalisées qu'à la suite des demandes écrites et étayées des salariés. Elles peuvent être formulées par des salariés sortis ou des salariés toujours présents

L'EFS a mis en place un tableau nominatif par salarié afin de suivre et valoriser au taux réel de chacun, le nombre de jours de congés qui seront susceptibles d'être indemnisés, en tenant compte des prescriptions et limitations prévues par la loi.

Au total, une provision de 2,8 M€ a ainsi été constituée pour couvrir ce risque.

1.5 Intéressement

En l'absence d'accord d'intéressement en cours de validité, aucune provision pour intéressement n'est à prévoir au titre de l'exercice 2024.



Partie 2

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2024

2_COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2024

Le compte de résultat se présente synthétiquement de la façon suivante :

(en K€)	01 à 12/2024	01 à 12/2023	Evolution
Résultat d'exploitation	9 840	-11 252	21 092
Résultat financier	302	401	-99
Crédits d'impôt	1 232	2 184	-952
Résultat	11 374	-8 667	20 041

Le résultat global s'améliore de 20 M€ par rapport à l'année précédente.

2.1 Le résultat d'exploitation est bénéficiaire de +9,8 M€

Alors qu'en 2023 l'exploitation était déficitaire, elle redevient bénéficiaire en 2024 sous les effets conjugués de l'augmentation de la subvention reçue de la CNAM et d'une augmentation contenue des charges d'exploitation dans un contexte de cessions qui évoluent peu.

2.1.1 L'augmentation des charges d'exploitation est contenue à + 0,8%

- Au total, les charges d'exploitation augmentent de 9,5 M€ entre 2023 et 2024.

Les principales évolutions sont les suivantes :

- ➡ Les achats consommés de matières premières et consommables d'exploitation augmentent globalement de 3,6 M€ (+ 0,9 %), évoluant de façon légèrement plus importante que le chiffre d'affaires de l'activité qui progresse de + 0,5 %.

Malgré les impacts de l'inflation, l'évolution globale des consommations directes est restée mesurée, notamment sous l'effet des gains achats obtenus et de la baisse des coûts de l'énergie.

Cependant les marchés renouvelés au moment de la période inflationniste ont intégré des hausses de prix sensibles qui se répercutent actuellement sur les consommations hors énergie.

- ➡ Les principales évolutions par type de consommables d'activité sont les suivantes :

Consommations				
(en K€)	01 à 12/2024	01 à 12/2023	Evolution 2024 / 2023	
Réactifs, produits chimiques et pharm.	80 132	76 877	3 255	4,2%
DMU de prélèvement de sang total	32 336	30 657	1 679	5,5%
Kits d'aphérèse et kits de préparation	50 049	48 030	2 019	4,2%
Consommables médicaux et de laboratoires	14 437	13 703	734	5,4%
Autres fournitures (hygiène, entret., informq., aliment.)	23 093	22 234	859	3,9%
	200 046	191 500	8 546	4,5%

Malgré une légère augmentation du volume d'activité (+ 0,87% pour les prélèvements globaux), on constate un effet plus important sur les prix.

- ➡ Les dépenses d'énergie et fluides représentent un montant total de 16,5 M€ en forte diminution par rapport à l'année précédente (- 8,5 M€ soit - 34%).

Energie et fluides				
(en K€)	01 à 12/2024	01 à 12/2023	Evolution 2024 / 2023	
Eau et assainissement	451	425	26	6,1%
Electricité	9 871	17 051	-7 180	-42,1%
Chauffage	2 490	3 768	-1 278	-33,9%
Carburants	1 827	1 963	-136	-6,9%
Autres combustibles & azote	1 845	1 751	95	5,4%
	16 483	24 958	-8 474	-34,0%

L'évolution des coûts de l'énergie sur les marchés mondiaux et français en 2024 a permis de réduire de manière significative les coûts, sans pour autant retrouver les niveaux des exercices précédents :

Energie				
(en K€)	2024	2023	2022	2021
Electricité	9 871	17 051	5 311	6 767
Chauffage	2 490	3 768	1 878	1 608
Carburants	1 827	1 963	2 104	1 599
	14 187	22 781	9 293	9 974

- Les charges externes et services extérieurs (hors personnel externe) évoluent globalement de + 3,8 % représentant une augmentation des charges de + 6 M€

Evolution des charges externes (hors personnel extérieur)	01 à 12/2024	01 à 12/2023	Evolution 2024 / 2023	
(en K€)	163 639	157 573	6 066	3,8%

➡ L'évolution des principales charges externes est la suivante :

Charges externes				
(en K€)	01 à 12/2024	01 à 12/2023	Evolution 2024 / 2023	
Locations immobilières et charges locatives	30 009	28 168	1 841	6,5%
Maintenances contractuelles	25 631	25 208	423	1,7%
Honoraires	3 928	4 129	-201	-4,9%
Charges externes de communication (y/c routage)	11 853	12 550	-697	-5,6%
Informatique externalisée	8 189	7 572	617	8,2%
Location de linge et blanchissage	2 121	1 662	459	27,6%
Nettoyage des locaux	6 706	6 431	275	4,3%
Transports	19 854	19 988	-134	-0,7%
Déplacements, frais de missions réceptions	5 649	4 969	680	13,7%
Frais relatifs aux donneurs (collation /ext & IK)	2 649	2 703	-54	-2,0%
Frais postaux et de télécommunication	7 903	7 850	53	0,7%
	124 492	121 229	3 263	2,7%
% analysé	76,1%	76,9%		

Les locations immobilières augmentent sensiblement (+ 6,5 %) principalement sous l'effet des actualisations contractuelles, ainsi que du fait des nouveaux baux souscrits en 2024 (Maison du Don E. Zola à Paris, Maison du Don à Marseille, départ collecte à Saint-Laurent du Var)

Les efforts d'économies engagés courant 2023 se sont poursuivis et ont permis de réduire les honoraires de prestataires extérieurs (- 0.2 M€ faisant suite à une diminution de - 1,1 M€ en 2023) ainsi que les coûts de communication externalisés (- 0.7 M€).

Les frais de transports externalisés ont légèrement diminué (-0,7%) malgré la tendance inflationniste dans ce secteur d'activité (+ 5 %). Certains circuits internes ont été optimisés permettant de réaliser cette économie.

La mise en place d'un marché national de location de linge et blanchissage a généré des coûts supplémentaires au démarrage liés à l'harmonisation des pratiques et l'adaptation nécessaire des modes de fonctionnement (+ 0,5 M€).

Les frais de déplacements, missions réceptions se sont élevés à 5,6 M€ en 2024 (en hausse de +13,7 %).

➡ Le nombre d'ETP de personnel intérimaire diminue de -37,5 ETPA par rapport à l'année précédente. Il en va de même pour le nombre de personnels mis à disposition de l'EFS qui poursuit sa diminution depuis plusieurs années (- 17,6 ETPA entre 2023 et 2024).

Cependant, le coût moyen des personnels MAD ainsi que celui des intérimaires a augmenté (effet Noria défavorable) et limite l'économie dégagée à 2,5 M€ (- 4,9 %) pour l'ensemble de ces postes.

Intérimaires et MAD				
(en K€)	01 à 12/2024	01 à 12/2023	Evolution 2024 / 2023	
Personnel intérimaire	31 642	33 296	-1 654	-5,0%
Salaires bruts des personnels MAD	12 099	12 635	-536	-4,2%
Charges sociales des personnels MAD	5 130	5 373	-243	-4,5%
Autre personnel extérieur	232	329	-97	-29,5%
	49 104	51 633	-2 530	-4,9%

◆ Les impôts et taxes bénéficient d'une évolution défavorable de + 2 M€ :

Impôts et taxes				
(en K€)	01 à 12/2024	01 à 12/2023	Evolution 2024 / 2023	
Taxes rattachées aux salaires	16 971	16 117	853	5,3%
TVA non récupérable s/activ. spécif. et prorata	-66	-1 094	1 027	-
Autres impôts et taxes	2 342	2 141	201	9,4%
	19 246	17 165	2 081	12,1%

L'année 2023 avait ponctuellement bénéficié d'une allocation exceptionnelle de TVA récupérable de 2,8 M€ liée à l'évolution du taux de prorata général qui était passé de 14% à 18%.

En 2024, ce taux reste stable se situant à 18% comme l'année précédente.

◆ L'évolution de la masse salariale des personnels EFS (salaires bruts et charges sociales) fait apparaître une augmentation de 2,5 % d'une année sur l'autre, soit + 12,4 M€.

Salaires et charges sociales				
(en K€)	01 à 12/2024	01 à 12/2023	Evolution 2024 / 2023	
Salaires et traitements (hors intéressement)	364 530	357 699	6 832	1,9%
Cotisations sociales & fiscales	148 205	142 632	5 572	3,9%
	512 735	500 331	12 404	2,5%

Plusieurs facteurs expliquent cette évolution et principalement :

- L'augmentation du nombre d'ETPA salariés de l'EFS : + 33,7 du fait notamment de l'intégration de personnels MAD en tant que personnels salariés de l'EFS ;
- L'attribution de +10 points supplémentaires de rémunération à chaque salarié à compter du 01/03/2024, conformément au protocole d'accord de fin de conflit signé le 24/01/2024.

➡ En synthèse, le nombre d'ETP global annuel de l'EFS évolue de la façon suivante entre 2023 et 2024 :

Evolution en ETP	déc-24	déc-23	évolution	
Contrats CDI	7 654,6	7 626,4	28,2	
Contrats CDD	174,4	168,9	5,5	
Effectifs salariés de l'EFS	7 829,0	7 795,3	33,7	0,4%
Contrats MAD	190,9	208,5	- 17,6	
Contrats INTERIM	484,2	521,7	- 37,5	
Effectifs non salariés de l'EFS	675,1	730,2	- 55,1	-7,5%
TOTAL ETPA	8 504,1	8 525,5	-21,4	-0,3%

Toutes catégories d'ETP confondues (EFS, intérimaires et MAD), le niveau des dépenses de personnel se situe désormais à 63 % du CAHT (62 % en 2023).

- Les dotations d'exploitation relatives aux amortissements et aux provisions augmentent de 1,5 M€ d'une année sur l'autre :

Dotations exploitation				
(en K€)	01 à 12/2024	01 à 12/2023	Evolution 2024 / 2023	
Dotations aux amortissements	43 447	42 011	1 436	3,4%
Dotations dépréciations actif circulant (stocks et clients)	74 713	71 570	3 143	4,4%
Dotation aux provisions d'exploitation *	65 403	68 442	-3 039	-4,4%
	183 563	182 023	1 540	0,8%
* dont dotations d'exploitation en	01 à 12/2024	01 à 12/2023	Evolution 2024 / 2023	
provision indemn. départ retraite	6 527	5 996	531	8,8%
provision Pôle Emploi	6 855	5 782	1 073	-
provision pour CET	48 036	46 129	1 906	4,1%
provision autres litiges	3 985	10 534	-6 550	-62,2%

L'évolution des dotations aux provisions pour CET des salariés représente une augmentation de 1,9 M€. L'analyse globale de l'évolution du CET est précisée au § 3.2.2.

L'évolution des stocks d'USP est restée limitée en 2024 (+ 0,9 M€) ce qui entraîne une évolution identique des provisions pour dépréciation associées, ces stocks étant provisionnés à 100 % (cf. § 1.4.7).

- Les autres charges de fonctionnement diminuent fortement (- 8,3 M€ par rapport à l'année précédente) du fait des opérations comptables exceptionnelles de 2023 relatives au solde de dossiers anciens.

Pour 2024, elles s'élèvent à 4,6 M€ comprenant principalement :

- Les subventions versées (principalement aux ADSB) : 1 M€
- Les pénalités sur marchés : 1,1 M€
- Les créances admises en non-valeur : 0,7 M€

2.1.2 Les produits d'exploitation progressent de + 2,7%

Au total les produits d'exploitation augmentent de 30,6 M€ entre 2023 et 2024, principalement sous l'effet de l'augmentation de la subvention de fonctionnement qui est versée à l'EFS par la CNAM.

- En 2024 l'EFS a bénéficié d'une augmentation importante de la subvention qui lui versée annuellement par la CNAM. Celle-ci s'est élevée à 100 M€ contre 54,7 M€ en 2023. Cette évolution forte de + 45,3 M€ a permis de restaurer l'équilibre financier global de l'EFS.

- Aucune augmentation tarifaire générale sur les produits sanguins n'a eu lieu en 2024. Compte tenu de l'augmentation des quantités cédées sur les principaux produits, l'évolution du chiffre d'affaires global (+ 0,5 %) reste mesurée.

➡ L'évolution du chiffre d'affaires se caractérise par les principaux éléments suivants :

Chiffre d'affaires				
(en K€)	01 à 12/2024	01 à 12/2023	Evolution 2024 / 2023	
Cessions de Concentrés de Globules Rouges	459 370	468 740	-9 369	-2,0%
Cessions de Plaquettes	127 183	119 738	7 445	6,2%
Cessions de Plasmas thérapeutiques	19 935	20 839	-903	-4,3%
Cessions de plasmas mat 1ère au LFB	78 508	74 510	3 998	5,4%
Cessions de produits non thérapeutiques	15 948	15 707	242	1,5%
Analyses d'immunohématologie	88 309	91 553	-3 245	-3,5%
Analyses d'histocompatibilité	44 440	41 425	3 015	7,3%
Autres analyses de laboratoires	1 730	1 175	555	47,2%
Activités de soins	13 164	12 370	793	6,4%
Thérapie cellulaire et tissulaire	23 911	23 863	48	0,2%
Autres ventes (prestations diverses, formation, ...)	16 020	14 019	2 001	14,3%
	888 518	883 939	4 579	0,5%

- Les cessions de CGR qui représentent 51,7 % du CAHT global de l'EFS diminuent de - 1,6 % en nombre d'unités cédées ;
 - Les cessions de plaquettes varient de + 6,2 % sous l'effet des augmentations tarifaires de 2023 qui s'appliquent en année pleine sur 2024 ;
 - Les plasmas thérapeutiques voient leurs cessions régresser de - 4,3 % par rapport à l'année précédente.
 - Les quantités globales de plasma cédées au LFB ont augmenté (+ 3,5%) dans le cadre des premières orientations du plan plasma ;
 - Concernant les analyses de laboratoires, la baisse de cotation du B de biologie explique la baisse de chiffre d'affaires des analyses d'immunohématologie, alors que les analyses de HLA poursuivent leur progression constante du fait des activités de greffe en augmentation dans les établissements de santé.
- L'évolution des autres produits d'exploitation (hors subvention de la CNAM et chiffre d'affaires) concerne les reprises des provisions :

- L'évolution des reprises de provisions et amortissements présente un écart défavorable de -6,7 M€ par rapport à 2023, compte tenu des reprises effectuées sur les différentes provisions pour risques et charges généraux (litiges, PIDR, Pôle Emploi, CET ...).

L'année 2023 avait été particulièrement importante en matière de reprises de provision (écritures comptables de solde des dossiers Garetta et ACS de Bretagne).

2.2 Le résultat financier est équilibré

- Le résultat financier s'élève à + 302 K€.

Les principaux mouvements affectant le résultat financier sont ceux liés à la facturation des intérêts moratoires (IM) aux clients de l'EFS.

- ➡ Les produits financiers s'élèvent à 2,5 M€ correspondant aux facturations d'intérêts moratoires. Il n'y a pas de revenus de placements financiers en 2024.
- ➡ Les charges financières s'élèvent à 2,2 M€, comprenant :
 - les intérêts d'emprunt et autres financements pour 0,2 M€ ;
 - les dotations aux provisions sur IM pour 1,9 M€.

2.3 Le mode de formation du résultat et les crédits d'impôts

- ➡ Les cessions d'immobilisations, intégrées au résultat d'exploitation, avaient constitué une ressource de 4,5 M€ pour 2023.

Aucune cession significative n'ayant eu lieu en 2024, l'EFS ne dégagera pas de revenu dans ce domaine pour cet exercice.

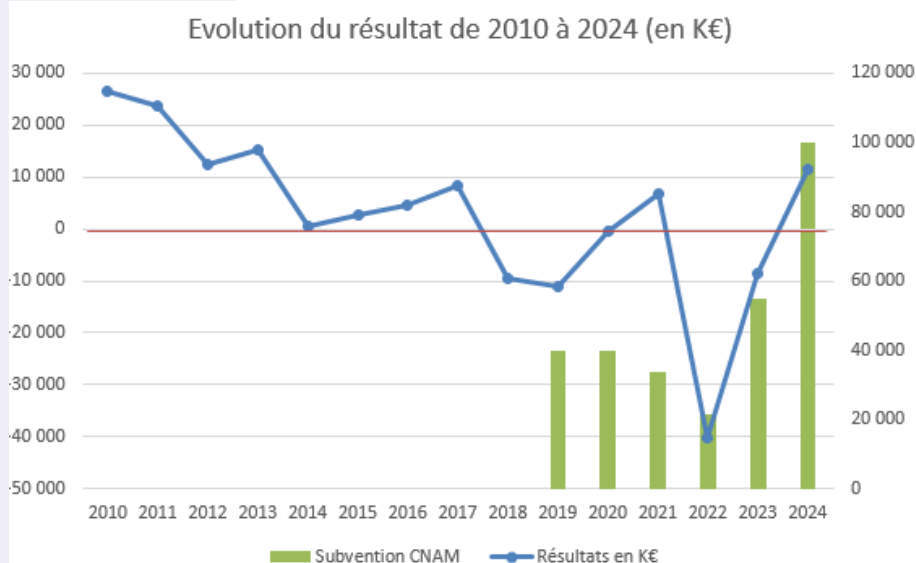
Cessions de l'actif			
(en K€)	01 à 12/2024	01 à 12/2023	Evolution 2024 / 2023
Produits des cessions d'actif	104	5 321	-5 217
Valeur nette des actifs cédés	-166	-788	623
Résultat des cessions d'actif	-62	4 532	-4 594

Pour 2023, c'est la cession du site de Saint-Laurent du Var (06) qui avait procuré à elle seule une plus-value nette de 4,4 M€.

- ➡ Le crédit d'impôt recherche calculé pour l'exercice 2024 s'élève à 3 M€.

Du fait de son résultat final bénéficiaire, l'EFS devra s'acquitter d'un montant d'impôt sur les sociétés de 1,8 M€.

➡ L'évolution des résultats de l'EFS est désormais très dépendante des apports financiers qui lui sont attribués par ses tutelles.



2.4 Détail de la créance future d'impôts

Les variations de la créance future d'impôt nette se présentent de la façon suivante (en M€) :

Nature (en M€)	Au 01/01/2024	Variations de l'exercice 2024	Au 31/12/2024
Accroissement dette future d'impôt			
1. Subventions d'investissement	-7,58	0,19	-7,39
2. Amortissement participation fondation POLMIT	0,00	0,00	0
SOUS-TOTAL	-7,58	0,19	-7,39
Allègement dette future d'impôt			
1. Provisions non déductibles temporairement			
- indemnités de fin de carrière	66,06	2,21	68,26
- provision pour charges liées au personnel	12,80	-0,16	12,64
- dépréciation des immobilisations	1,15	0,16	1,32
- dépréciation de l'actif circulant	65,31	0,56	65,87
- sur amortissement Macron	0,74	-0,25	0,50
- provision dossiers litiges transfusionnels	1,08	-0,02	1,06
- provision pour charges diverses	16,90	1,53	18,43
2. Produits imposés et non encore comptabilisés			
- Subventions (produits constatés d'avance)	4,44	7,67	12,11
SOUS TOTAL	168,48	11,70	180,18
TOTAL	160,91	11,89	172,79

La base d'imposition devrait globalement être minorée dans le futur de 172,8 M€

Les déficits fiscaux reportables de l'Etablissement Français du Sang s'élèvent à 85 M€ au 31 décembre 2024 (contre 93 M€ au 31 décembre 2023).

Les moins-values nettes à long terme taxables au taux réduit sont de 0.00 € en 2024 comme en 2023.



Partie 3

BILAN

au 31 décembre 2024

3_BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

3.1 Bilan actif

3.1.1 L'actif net immobilisé représente 45 % du total de l'actif

La valeur nette des immobilisations diminue de 1,5 M€ passant de 288,2 M€ en 2023 à 286,6 M€ à fin 2024.

	01 à 12/2024	01 à 12/2023	Evolution 2024 / 2023
ACTIF IMMOBILISE			
immobilisations incorporelles nettes	9 288	10 234	-947
immobilisations corporelles nettes	247 063	248 757	-1 694
immobilisations financières	30 294	29 173	1 121
Actif Immobilisé	286 644	288 164	-1 520

➡ Les méthodes d'amortissement des immobilisations restent inchangées ; les taux et durées d'amortissement retenus sont détaillés ci-dessous.
L'EFS applique la méthode des composants.

- **Taux d'amortissement appliqués aux immobilisations par composants :**

Immeubles bâtis	
Structures et ouvrages assimilés	4%
Étanchéité / toiture	5%
Ravalement	10%
Second œuvre	6,67%
Agencement / Aménagement	10%
Chambres froides	
Structure	6,67%
Rayonnages	10%
Équipement de production de froid	12,50%
Camions de collecte aménagés	
Structure	10%
Moteur	12,50%
Aménagement	14,29%
Véhicules légers bi/tri-température de distribution	
Structure	10%
Moteur	12,50%
Système de réfrigération	14,29%

- **Durées d'amortissement appliquées aux immobilisations non décomposées**

Code	Libellé	Durée (ans)
Logiciels (compte 2051)		
20531400	Logiciels bureautiques	3
20531500	Logiciels de laboratoire et autres logiciels MT	4

Code	Libellé	Durée (ans)
Installation à caractère spécifique sur sol propre (compte 21531)		
21531710	Installations spécifiques sol propre amortissables sur 15 ans	15
21531720	Installations spécifiques sol propre amortissables sur autres durées	Variable
Installation à caractère spécifique sur sol d'autrui (compte 21532)		
21534710	Installations spécifiques sol d'autrui amortissables sur 15 ans	15
21534720	installations spécifiques sur sol d'autrui sur autres durées	Variable
Matériel et outillage (compte 2154)		
21541720	Matériel durée de vie de 5 ans	5
21541770	Electroménager	5
21541730	Matériel durée de vie de 7 ans	7
21541740	Matériel durée de vie de 10 ans	10
21541780	Matériel durée de vie de 10 ans	10
Code	Libellé	Durée (ans)
21541760	Matériel acquis d'occasion	Variable
Véhicules (compte 21821)		
21827110	Véhicule tourisme	5
21827120	Véhicule utilitaire	7
21827130	Véhicule tourisme d'occasion	Variable
21827140	Véhicule utilitaire d'occasion	Variable
Matériel de bureau (compte 21831)		
21831720	Matériel de bureau	4
21831730	Matériel de bureau	10
21831740	Matériel de bureau occasion	Variable
Matériel informatique (compte 21832)		
21832710	Matériel informatique durée de vie 3 ans	3
21832720	Matériel informatique durée de vie 4 ans	4
21832730	Matériel informatique durée de vie 7 ans	7
21832740	Matériel informatique d'occasion	Variable
Mobilier (compte 21840)		
21847200	Mobilier sur 5 ans	5
21847300	Mobilier sur 10 ans	10
21847400	Mobilier d'occasion	Variable

Les évolutions principales de l'exercice sont :

- ➡ Les immobilisations incorporelles nettes augmentent de 0,9 M€ s'élevant à 9,3 M€. Elles sont constituées des logiciels medicotechniques et bureautiques, ainsi que des brevets et licences.

En 2024 un montant brut d'acquisitions a été enregistré sur ce poste pour 3,7 M€. Il concerne principalement la poursuite du projet de modernisation de la relation avec les donneurs pour 1 M€ (Innovadon) et le passage du système de facturation des clients sous SAP 0,9 M€ (Innovente).

- ➡ Les immobilisations corporelles nettes représentent la plus grande partie de l'actif net immobilisé pour un montant de 247 M€, en diminution de 1,7 M€ par rapport à l'année précédente.

Les éléments caractéristiques suivants sont à mentionner :

Selon les résultats de la dernière enquête réalisée par la Direction des Achats et de l'Immobilier retraçant la situation immobilière de l'EFS au 31/12/2024 le parc immobilier global de l'EFS s'élève à 306 328 m² et se compose de :

- 116 766 m² en pleine propriété,
- 95 056 m² en mise à disposition ou affectation,
- 85 105 m² en location,
- 9 401 m² en bail emphytéotique.

Un détail retraçant, par établissement, les surfaces par statut et par région est joint dans l'annexe des comptes.

- L'ensemble des acquisitions d'immobilisations de l'exercice 2024 s'est élevé à 43,4 M€ contre 40,4M€ en 2023 répartis selon les catégories suivantes :

Acquisitions d'immobilisations				
(en K€)	01 à 12/2024	01 à 12/2023	Evolution	2024 / 2023
Immobilisations incorporelles	3 716	4 705	-989	-21,0%
Investissements immobiliers	4 462	13 618	-9 156	-67,2%
Matériels immobilisés	16 929	12 096	4 833	40,0%
Autres immobilisations corporelles	2 934	4 216	-1 282	-30,4%
immobilisations en cours et avances	13 481	3 826	9 655	252,3%
Immobilisations financières	1 854	1 940	-86	-4,4%
	43 376	40 401	2 975	7,4%

Le renouvellement des matériels médicaux a repris en 2024 après la pause observée en 2023. Les acquisitions principales concernent les automates d'immunohématologie (acquisition en valeur brute de 3,6 M€) et les séparateurs d'aphérèse (1,3 M€) notamment pour la réalisation des objectifs du projet « ambition plasma ».

L'incertitude quant au renouvellement de plusieurs droits d'occupation de locaux hospitaliers a conduit l'EFS à comptabiliser une provision pour dépréciation des agencements des constructions sur sol d'autrui pour 1 317 K€ (contre 1 154 K€ en 2023).

➡ Les immobilisations financières sont constituées par 3 éléments principaux :

- les titres de participation détenus par l'EFS dans sa filiale Diagast.
L'EFS détient 81,8% du capital de cette société, inscrit à l'actif pour un montant de 3,9 M€ (Cf. § 1.3.4)
- les versements effectués auprès des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction dont l'EFS s'acquitte sous forme de prêts remboursables après 20 ans. Le montant net de ces prêts s'élève à 24,6 M€.
En 2024, l'EFS a obtenu le remboursement de 0,7 M€ sur d'anciens prêts venus à échéance et versé de nouveaux prêts pour 1,6 M€.
- les dépôts et cautionnements versés à hauteur de 1,8 M€, ont peu évolué en 2024 (+ 0,2 M€). Il s'agit principalement de dépôts de garantie déposés auprès de bailleurs dans le cadre de baux souscrits par l'EFS.

3.1.2 L'actif circulant augmente de 21,1 M€

Le montant de l'actif circulant passe de 301,1 M€ à 322,2 M€, soit une forte augmentation de 21,1 M€

	01 à 12/2024	01 à 12/2023	Evolution 2024 / 2023
Stocks et encours de production	75 838	70 168	5 671
Créances clients	213 082	194 690	18 392
Créances fiscales et sociales	20 578	23 050	-2 472
Créances diverses et charges constatées d'avance	12 675	13 199	-524
Actif circulant - stocks et créances	322 173	301 107	21 066

L'évolution observée s'explique principalement par une augmentation importante de l'en-cours des créances clients dues (+ 18,4 M€).

➡ Les stocks et en-cours nets augmentent de 5,7 M€

De manière globale, les stocks nets, de consommables et de produits, augmentent de 5,7 M€ par rapport à 2023.

Les évolutions sont différentes selon la nature de ces stocks.

Stocks et encours				
(en K€)	01 à 12/2024	01 à 12/2023	Evolution 2024 / 2023	
Matières premières et consommables	38 553	35 483	3 071	8,7%
En cours de production	4 987	6 656	-1 669	-25,1%
Produits finis	31 811	27 455	4 356	15,9%
Marchandises pour revente	486	573	-87	-15,2%
	75 838	70 168	5 671	8,1%

➡ Le stock net final correspondant aux consommables s'élève à 38,5 M€ au 31 décembre 2024, en augmentation de 3 M€ par rapport à l'année précédente + 8,7%)

Les principales variations concernent les stocks de consommables d'activité.

En valeur brute, les variations les plus importantes sont celles :

- des stocks de réactifs, produits chimiques et pharmaceutiques : + 1,7 M€ ;
- des stocks de DMU de prélèvement de sang total qui diminuent : + 1,1 M€ ;
- des stocks de DMU de prélèvement par aphérèse et préparation restent stables.

● Le stock net final correspondant à la production (en-cours et produits finis) s'élève à 36,8 M€, en augmentation de 2,7 M€ par rapport à l'exercice précédent.

Stocks nets de produits finis et en cours	01 à 12/2024	01 à 12/2023	Evolution 2024	
Concentrés de globules rouges	14 682	13 368	1 315	
Plaquettes	616	802	-	186
Plasmas thérapeutiques (produits finis)	5 169	5 252	-	83
Plasmas en cours et LFB	9 989	7 895		2 094
Tissus (production)	1 474	1 212		262
Autres produits	4 868	5 582	-	714
	36 798	34 111		2 687

- Les stocks de concentrés de globules rouges représentent 40 % des stocks de produits nets.
- Les unités de sang placentaire ont une valeur nette qui a été ramenée à zéro. Leur valorisation brute se situe à 67,4 M€ mais, compte tenu de leur faible taux de rotation, ils font l'objet d'une provision à hauteur de 100% de leur valeur brute (cf. § 1.4.7).

- Le stock de marchandises se situe à 0,5 M€ à un niveau quasiment identique à celui de 2023. Il est composé principalement des produits des banques de tissus achetés à l'extérieur.

➡ *Les créances nettes sont en augmentation de +15,4 M€*

	01 à 12/2024	01 à 12/2023	Evolution 2024 / 2023
Créances clients	213 082	194 690	18 392
Créances fiscales et sociales	20 578	23 050	-2 472
Créances diverses et charges constatées d'avance	12 675	13 199	-524
Actif circulant - créances	246 335	230 939	15 396

Les créances sont composées du poste "clients et comptes rattachés", des créances fiscales et sociales et des autres créances.

Leur évaluation présente les caractéristiques suivantes :

- les créances sont toutes évaluées en devises €,
- la part à plus d'un an à l'origine s'élève à 17,5 M€ principalement constituée des créances d'impôts (CIR 7,1 M€)
- les provisions pour dépréciation des comptes clients et autres créances s'élèvent à 5,5 M€ sensiblement identiques à l'année précédente (5,4 M€).

- ➡ Les créances clients nettes s'élèvent à 213 M€, ce qui représente une augmentation de 9,5% par rapport à l'exercice précédent.

Le délai d'encaissement moyen de 2024 se situe à 60 jours pour les clients de métropole contre 59 jours en 2023.

La situation atypique des clients situés dans les DOM s'est cependant stabilisée cette année.

Les évolutions les plus importantes pour les établissements publics de santé sont les suivantes :

Clients	Région ETS	solde au 31/12/2024	solde au 31/12/2023	Evolution 2024 / 2023
(en K€)	(montant d'évolution positif = augmentation de l'encours => défavorable)			
APHM (Marseille)	PACA	5 629	3 322	2 307
CHU NICE CIMIEZ	PACA	4 011	2 286	1 725
CHI DE TOULON LA SEYNE	PACA	2 388	1 627	761
CHU NIMES HOPITAL CAREMEAU	PACA	1 503	742	761
ETS HOSP FALCONAJA BASTIA	PACA	3 183	2 500	683
HOPITAL DE MANOSQUE LOUIS RAFF	PACA	640	298	342
C.H.U. de BORDEAUX	NVAQ	4 807	3 795	1 012
C.H.R.U. DIJON HOPITAL BOCAGE 21	BFCT	2 772	1 884	888
CHRU RENNES DPAL	BRET	2 587	2 059	528
CH SUD FRANCILIEN	IDFR	1 428	705	723
HOPITAUX UNIV EST PARISIEN	IDFR	796	396	400
APHP (Paris)	IDFR	4 209	6 755	-2 546
GROUPE HOSPITALIER SUD DE L'OISE	HFNO	1 366	358	1 008
HOP UNIV DE STRASBOURG	GEST	2 786	1 584	1 202
CENTRE HOSPITALIER PERPIGNAN	OCPM	953	528	425
HCL (Lyon)	AURA	4 844	4 622	222
CHU de GRENOBLE	AURA	2 030	1 553	477
CHU SAINT ETIENNE	AURA	1 784	1 449	335
CHU DE LA REUNION	LROI	2 798	2 350	448
CH André Rosemond (Guyane)	GUAD	1 757	1 335	422
PAP (Guadeloupe)	GUAD	13 954	14 060	-106
CHUM (Martinique)	MART	7 698	7 754	-56
Total analysé		73 923	61 962	11 961
Total de l'encours clients		211 334	194 991	16 343
% analysé		35%	32%	73%

Des échanges et projets de compensation entre créances client et dettes fournisseurs sont en cours pour ramener les soldes des clients antillais à des encours moins élevés.

Il convient de signaler que le client LFB est revenu à des délais de règlement normaux. Son encours analysé au 31/12 a diminué de - 4 M€.

➡ Les créances fiscales et sociales s'élèvent à 21 M€, en diminution de - 2,5 M€ par rapport au 31 décembre 2023.

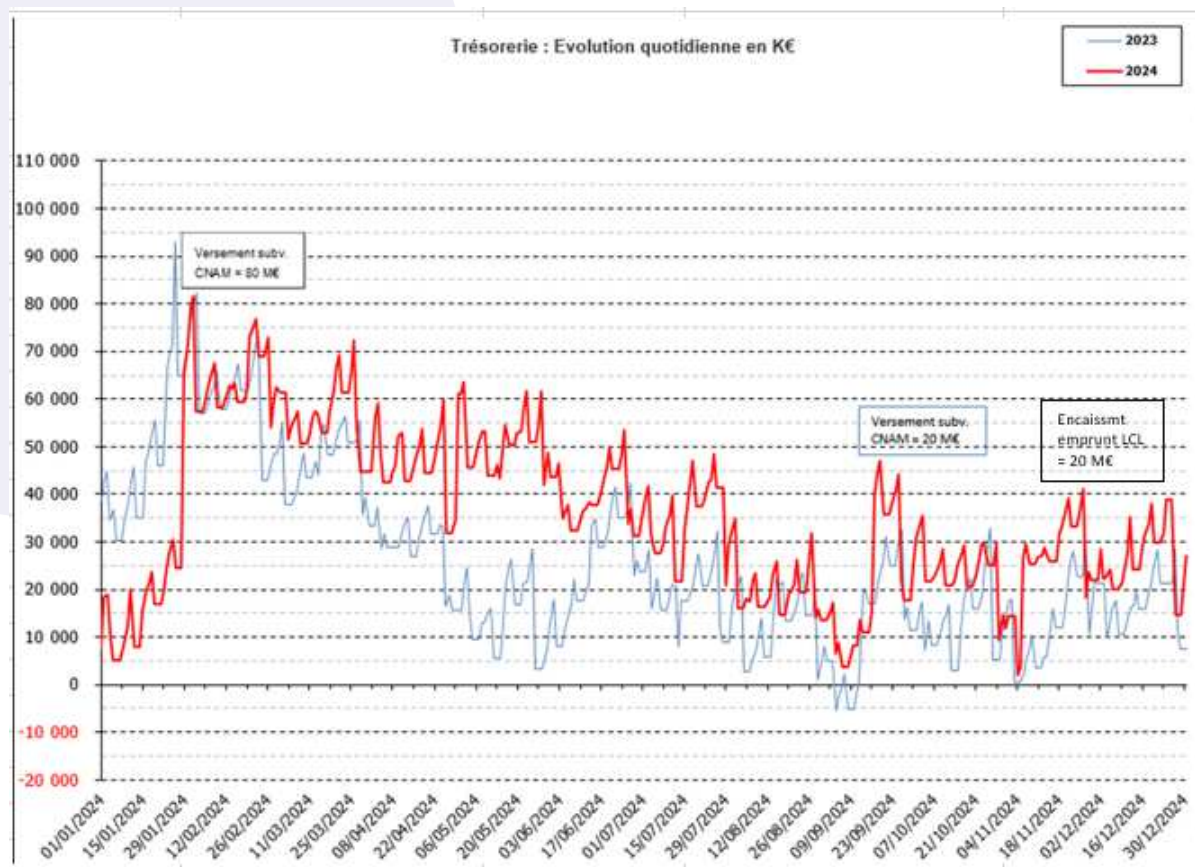
- Les avances reçues sur des subventions de recherche non encore affectées s'élèvent à 8,6 M€, en augmentation de 6,5 M€ par rapport à l'année précédente.
- Les crédits exceptionnels de TVA qui étaient en attente de remboursement au 31 décembre 2023 n'ont plus lieu d'être en 2024 (changement de prorata en 2023) et expliquent une baisse de - 9,1 M€.
- Les charges constatées d'avance sont des charges qui ont été comptabilisées durant l'exercice comptable, mais dont une partie concerne l'exercice suivant. Il s'agit pour l'essentiel de primes d'assurance, de loyers et de maintenances. Elles se situent à 6,6 M€ contre 6,1 M€ l'année précédente.

➡ **La trésorerie disponible s'améliore de +17,3M€**

Les disponibilités (comptes bancaires, caisses et régies) s'élèvent à 27,1 M€ au 31 décembre 2024, en augmentation de 17,3 M€ par rapport à 2023.

L'EFS ne dispose plus de placement à court terme depuis 2017.

La courbe de suivi de la trésorerie au jour le jour se caractérise par une évolution de la trésorerie rythmée par le cadencement des versements de la subvention de la CNAM qui a permis d'éviter de peu le découvert en septembre et en novembre 2024.



3.2 Bilan passif

3.2.1 Les fonds propres de l'EFS augmentent de + 10,3 M€

FONDS PROPRES (en K€)	01 à 12/2024	01 à 12/2023	Evolution 2024 / 2023
Dotation initiale de l'Etat	53 357	53 357	0
Réserves	154 743	154 743	0
Report à nouveau	35 785	44 452	-8 667
Résultat de l'exercice	11 374	-8 667	20 041
Subventions d'investissement	11 282	12 373	-1 092
	266 540	256 258	10 282

Du fait du résultat bénéficiaire de l'exercice 2024, les fonds propres de l'EFS s'améliorent et vont permettre de restaurer le report à nouveau à son niveau de 2023.

Les fonds propres sont composés :

- des financements non rattachés à des actifs déterminés (ex-dotation de l'Etat) versés à la création de l'EFS pour 53,3 M€ ;
- des financements rattachés à des actifs déterminés correspondant aux subventions d'équipement reçues dans le cadre du financement de certaines immobilisations (11,3 M€ en valeur nette) y compris les subventions inscrites en contrepartie des immobilisations MAD (3,9 M€ en valeur nette).
Leur reprise en résultat suit le même rythme que celui des immobilisations auxquelles ils sont rattachés.
En 2024, l'EFS a bénéficié d'un montant brut de nouvelles subventions d'équipement pour un total de 0,7 M€ ;
- des réserves pour 154,7 M€, sans changement par rapport à 2021 ;
- du résultat de l'exercice qui est bénéficiaire de 11,4 M€ ;
- du report à nouveau s'élevant à 35,8 M€. Ce poste enregistre chaque année l'affectation du résultat, en plus ou en moins. La perte réalisée en 2023 était venue réduire ce report à nouveau et accentuer la fragilité de l'équilibre financier de haut de bilan.

➡ Le tableau synthétique d'évolution des fonds propres se présente comme suit :

Fonds propres au 31 décembre 2023 (en €)	256 258 258
Subventions d'investissement amorties et/ ou sorties	-1 788 297
Amortissements dérogatoires	
Résultat de l'exercice	11 373 729
Nouvelles subventions d'investissement reçues	696 682
Fonds propres au 31 décembre 2024	266 540 371

3.2.2 Les provisions inscrites au passif diminuent de 3,6 M€

Deux catégories de provisions sont identifiées, les provisions pour risques (30,8 M€) et les provisions pour charges (128,4 M€).

➡ Les provisions pour risques augmentent de 2,6 M€ d'un exercice à l'autre du fait de l'évolution des dossiers considérés.

Les risques principaux retenus dans ce cadre sont :

- les contentieux transfusionnels avec les organismes Tiers Payeurs ou non inclus dans le périmètre de l'ONIAM (Cf. § 1.4.3) dont le montant total atteint 2,6 M€ ;
- la provision pour risque de facturation par Pôle Emploi pour des salariés ayant quitté l'EFS et susceptibles de bénéficier de prestations d'indemnisation de chômage : 12,6 M€ ;
- les risques relatifs à des contentieux prud'homaux en cours : 4,8 M€ ;
- les risques de non recouvrement pour des dossiers spécifiques, notamment les intérêts moratoires à hauteur de 7,2 M€.

● Les provisions pour charges s'élèvent à 128,4 M€ et augmentent de 1,1 M€ entre 2023 et 2024. Ce poste comprend notamment la provision pour indemnités de départ à la retraite. La méthode de calcul est explicitée au § 1.4.4.

Au 31 décembre 2024, le montant total de la PIDR comptabilisée s'élève à 68,3 M€, en augmentation de 2,2 M€ par rapport à 2023.

L'application de la méthode du corridor en 2014 modifiée en 2017 a conduit à ne pas constater en comptabilité la partie de la provision correspondant aux évolutions actuarielles.

En 2024, le montant qui figure en engagements hors bilan à ce titre est de 1,1 M€.

Les provisions pour prise en compte des Comptes Epargne Temps des salariés de l'EFS s'élèvent à 47,7 M€, en augmentation de 2 M€ entre 2023 et 2024. Ils se composent de 34,5 M€ pour la part des salaires bruts et de 13,3 M€ pour les charges sociales afférentes.

Les autres provisions pour risques et charges représentent 12,4 M€ comprenant principalement la provision constituée en 2019 pour le reversement de la régularisation de TVA sur immobilisations sur 5 ou 20 ans du fait du changement de régime fiscal de l'EFS (9,3 M€) et la provision pour charges de congés payés acquis pendant les arrêts maladie pour 2,8 M€ (Cf. §1.4.8).

3.2.3 Les dettes financières augmentent de 18,6 M€ du fait d'un nouvel emprunt

➡ Ce poste, d'un montant global de 28,9 M€, correspond aux emprunts auprès des établissements de crédit.

- L'EFS a souscrit en 2020 pour 10 ans, un emprunt de 15 M€ auprès de la Banque Postale afin de financer des travaux immobiliers
Les remboursements annuels de l'exercice se sont élevés à 1,5 M€ pour cet emprunt. Le solde dû au titre de cet emprunt s'élève à 8,6 M€ au 31 décembre 2024.
- Fin 2024, l'EFS a souscrit un nouvel emprunt de 20 M€ auprès de LCL-Crédit Lyonnais, à rembourser sur 10 ans au taux de 3%, pour financer des investissements planifiés pour 2024 et 2025. Aucun remboursement n'a encore été réalisé.

3.2.4 Les dettes d'exploitation diminuent de - 4,9 M€

Au total, les dettes d'exploitation constatées au 31 décembre 2024 s'élèvent à 166,6 M€, en diminution de - 4,9 M€ par rapport à 2023.

DETTES D'EXPLOITATION (en K€)	01 à 12/2024	01 à 12/2023	Evolution 2024 / 2023
Dettes fournisseurs d'exploitation	123 906	129 046	-5 140
Dettes fiscales et sociales	42 743	42 457	285
	166 649	171 504	-4 855

➡ Les fournisseurs d'exploitation représentent la majeure partie de cette rubrique puisqu'ils atteignent un montant global d'encours de 124 M€, en diminution de 5,1 M€ par rapport au 31 décembre de l'année précédente.

Le délai moyen de décaissement des fournisseurs calculé pour l'année 2024 s'élève à 53,4 jours contre 58,7 jours pour l'année 2023 (et 51,3 jours en 2022).

Ce délai calculé sur l'année entière n'est pas nécessairement représentatif de la situation ponctuelle observée en fin d'année. Il caractérise cependant l'amélioration des encours de dettes fournisseurs en continu au cours de l'exercice 2024.

Les compensations entre les créances clients et les dettes fournisseurs des établissements hospitaliers se sont élevées à 10 M€ principalement concernant l'APHP (Paris). Ces compensations contribuent également à la réduction des dettes fournisseurs.

➡ Les dettes fiscales et sociales s'élèvent à 42,7 M€ contre 42,5 M€ l'année précédente.

Elles comprennent les dettes en cours auprès des organismes sociaux qui s'élèvent à 21,1 M€, dont le montant principal concerne l'URSSAF (12 M€).

Les dettes provisionnées sur congés payés, repos compensateurs et éléments variables de paie s'élèvent à 16,3 M€ y compris les charges sociales afférentes.

Les charges à payer relatives aux dettes provisionnées pour congés payés, repos compensateurs, comptes épargne-temps (comptabilisés en provision dans la nouvelle présentation des comptes) et éléments variables de paie en attente de paiement, se situent à un niveau global de 62,1 M€ décomposé de la façon suivante :

Provisions sociales				
(en K€)	01 à 12/2024	01 à 12/2023	Evolution 2024 / 2023	
Dettes provisionnées pour congés à payer	3 273	3 089	185	
Charges sociales prov. s/ congés à payer	1 195	1 128	68	
Charges fiscales prov. s/ congés à payer	65	62	4	
<i>Congés payés</i>	4 534	4 278	256	6,0%
Dettes provisionnées pour repos compensateurs	4 956	4 768	188	
Charges sociales prov. s/ repos compensateurs	1 809	1 740	69	
Charges fiscales prov. s/ repos compensateurs	99	95	4	
<i>Repos compensateurs</i>	6 864	6 603	261	3,9%
Provision pour dettes CET	34 460	33 013	1 447	
Provisions pour charges sociales et fiscales s/ CET	13 268	12 711	557	
<i>CET</i>	47 728	45 724	2 004	4,4%
Dettes provisionnées pour éléments variables	2 229	2 546	-317	
Dettes provisionnées pour intéressement	0	0	0	
Charges sociales prov. s/ éléments variables	691	730	-39	
Charges sociales provisionnées s/intéressement	8	1	7	
Charges fiscales prov. s/ éléments variables	35	37	-2	
<i>Autres éléments variables et intéressement</i>	2 964	3 315	-351	-10,6%
	62 090	59 921	2 170	3,6%

On notera l'augmentation des comptes de CET pour 2 M€ du fait de l'augmentation du nombre de jours épargnés par les salariés et compte tenu des augmentations salariales réalisées courant 2024.

L'EFS a une dette auprès de ses salariés au titre du CET pour un montant de 47,7 M€ (salaires et charges sociales comprises) conforme aux données des exercices antérieurs (45,7 M€ en N-1).

3.2.5 Les dettes diverses et comptes de régularisation augmentent de 9,2M€

- ➡ Les autres dettes pour 2,6 M€ restent augmentent de 1,5 M€. Ce poste comprend les comptes créditeurs divers et notamment les excédents de versements reçus à rembourser pour 0,6 M€. L'augmentation observée s'explique par un mouvement ponctuel de virement en cours qui se dénoue sur 2025 pour un montant de 1,1 M€ (charges sociales en cours de transfert bancaire).
- ➡ Les produits constatés d'avance en fin d'exercice s'élèvent à 12,1 M€ en augmentation de 7,7 M€ par rapport à 2023. Ils correspondent en majeure partie à des subventions de recherche perçues pour une période dépassant l'exercice ainsi qu'à la facturation à l'avance de réservations de salles dans le cadre de partenariats de recherche médicale.



TABLEAUX ANNEXES

1. IMMOBILISATIONS
2. IMMOBILISATIONS MISES A DISPOSITION
3. AMORTISSEMENTS
4. PROVISIONS
5. ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES
6. COMPTES DE REGULARISATION
7. SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT
8. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS
9. EFFECTIFS
10. ENQUETE PATRIMONIALE SUR LA SITUATION DES BIENS
11. ENGAGEMENTS DE CREDIT-BAIL ET LOCATIONS LONGUE DUREE
12. AUTRES ENGAGEMENTS HORS BILAN
13. ENGAGEMENTS RECUS (baux)
14. ENGAGEMENTS RECUS (mises à disposition de terrains et locaux)



IMMOBILISATIONS

y compris biens mis à disposition contrôlés et valorisés par France Domaine (MAD)

ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

Clôture au 31/12/2024

(Montants exprimés en euros)

VALEURS BRUTES	Valeur brute au 31/12/2023	Acquisitions	Virement de poste à poste	Cessions ou mises hors service	Valeur brute au 31/12/2024
Frais établissement et de développpt TOTAL I					
Autres postes immobilisations. incorpore TOTAL II	93 914 495	3 716 438	404 721	51 056	97 984 598
Terrains - Pleine propriété	10 493 031	8 454			10 501 485
- Terrains MAD	311 489	44 268			355 757
- Terrains MAD intégrés (1) (2)	2 529 939				2 529 939
Constructions - Pleine propriété	202 285 702	1 437 212	3 635 223	122 036	207 236 101
- sur sol d'autrui	107 733 032	1 798 285	3 321 382	250 411	112 602 288
- Constructions MAD intégrées (1) (2)	17 279 011				17 279 011
- installations générales	110 827 788	1 174 127	2 849 191	129 396	114 721 710
Installations techniques, matériel et outillage industriels	246 751 498	16 928 018	1 490 270	7 112 129	258 057 657
- installations générales, agencmts, aménag.					
Autres immob. - matériel de transport	10 467 985	390 150		359 784	10 498 351
corporelles - matériel de bureau et informatique, mobilier	65 019 979	2 542 000	3 817 113	366 017	71 013 075
- emballages récupérables et divers	667 606	1 811		14 473	654 944
Immobilisations corporelles en cours	19 300 267	13 279 042	(15 517 900)	182 420	16 878 989
Avances et acomptes	184 392	201 669		184 392	201 669
TOTAL III	793 851 720	37 805 034	(404 721)	8 721 058	822 530 976
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations	3 879 905	20 000			3 899 905
Autres titres immobilisés	16 043				16 043
Prêts et autres immobilisations financières	25 280 995	1 834 155		733 243	26 381 907
TOTAL IV	29 176 943	1 854 155		733 243	30 297 855
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	916 943 158	43 375 627	0	9 505 357	950 813 429

(1) Directives DGRIP Instruction référence: 2012/11/6584 du 18 décembre 2012

(2) Cf. Tableau joint à l'annexe immobilisation, page suivante



IMMOBILISATIONS MISES A DISPOSITION FIGURANT DANS LES COMPTES 2024

Clôture au 31/12/2024

ETABLISSEMENTS	SITES	TERRAINS	CONSTRUCTIONS	TOTAL VALEURS BRUTES	AMORTISSEMENTS DES CONSTRUCTIONS
PACA Corse	Gap	26 000,00	436 550,00	462 550,00	402 471,71
PACA Corse	Arlès	113 500,00	334 000,00	447 500,00	290 561,00
Nouvelle Aquitaine	Agen	1,00	-	1,00	-
Nouvelle Aquitaine	Pau	33 000,00	704 020,00	737 020,00	649 062,33
Nouvelle Aquitaine	Niort	150 000,00	1 200 000,00	1 350 000,00	1 106 324,76
Nouvelle Aquitaine	Poitiers	52 500,00	4 549 000,00	4 601 500,00	4 193 892,88
Bretagne	Quimper	102 000,00	-	102 000,00	-
Bretagne	Brest	1,00	300 000,00	300 001,00	276 581,19
Bretagne	Rennes Hopital Sud	9 000,00	45 000,00	54 000,00	41 487,14
Bretagne	Vannes	1,00	750 000,00	750 001,00	691 453,03
Ile de France	Poissy	20 000,00	596 000,00	616 000,00	549 474,60
Ile de France	Institut Gustave Roussy	15 000,00	250 000,00	265 000,00	230 484,38
Ile de France	IUTC Créteil	300 000,00	-	300 000,00	-
Ile de France	Pontoise	93 900,00	4 052 700,00	4 146 600,00	3 736 335,41
Occitanie	Nîmes	279 000,00	-	279 000,00	-
Centre Pays de Loire	Tours	170 160,00	1 626 320,00	1 796 480,00	1 499 365,07
Centre Pays de Loire	Nantes Hopital Nord	1,00	100 000,00	100 001,00	92 193,73
Auvergne Rhône Alpes	Moulins	27 600,00	237 400,00	265 000,00	218 867,95
Auvergne Rhône Alpes	Aurillac	40 000,00	330 000,00	370 000,00	304 239,32
Auvergne Rhône Alpes	St Etienne Bellevue	180 000,00	-	180 000,00	-
Auvergne Rhône Alpes	Roanne	90 000,00	-	90 000,00	-
Auvergne Rhône Alpes	Puy en Velay	50 000,00	-	50 000,00	-
Auvergne Rhône Alpes	Annemasse	461 000,00	-	461 000,00	-
Martinique	Martinique	317 275,00	1 768 021,00	2 085 296,00	1 630 004,57
		2 529 939,00	17 279 011,00	19 808 950,00	15 912 799,07



AMORTISSEMENTS

ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

Clôture au 31/12/2024

(Montants exprimés en euros)

AMORTISSEMENTS	Amortissemnts au 31/12/2023	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Amortissemnts au 31/12/2024
Frais établissement et de développpt TOTAL I				
Autres postes immobilisations, incorporelles TOTAL II	83 045 093	4 875 642	156	87 920 579
Terrains	1 027 461	58 506		1 085 966
- s/sol propre	142 102 206	7 110 570	70 544	149 142 233
Constructions - s/sol autrui	63 802 552	4 734 295	210 435	68 326 412
- biens MAD	15 011 049	901 750		15 912 799
- installations générales	86 351 447	4 873 891	124 729	91 100 609
Installations techniques, matériel et outillage industriels	172 590 614	14 289 500	6 822 154	180 057 961
- installations générales, agencmts, aménag.				
Aut. immob. - matériel de transport	8 032 249	621 602	358 391	8 295 460
corporelles - matériel de bureau et informatique, mobilier	54 272 014	5 680 245	362 667	59 589 592
- emballages récupérables et divers	638 148	8 059	14 473	631 734
TOTAL III	543 827 740	38 278 418	7 963 392	574 142 766
TOTAL (I à III)	626 872 833	43 154 060	7 963 548	662 063 345



PROVISIONS

ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

Closure au

31/12/2024

(Montants exprimés en euros)

NATURE DES PROVISIONS	Montant au 31/12/2023	Provisions incorporées à un compte de réserves	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises		Montant au 31/12/2024
				Prov. utilisée	Prov. non utilisée	
Provisions pour risques et charges						
Provisions pour litiges	3 638 550		2 284 031	855 304	286 940	4 780 336
Provisions pour pénalités						
Provisions pour pertes de change						
Provisions indemnités de départ à la retraite	66 057 586		6 527 104	4 321 030		68 263 660
Provisions pour impôts						
Autres provisions pour risques et charges	85 819 428		58 572 359	53 134 385	5 155 922	86 101 479
TOTAL I	155 515 563		67 383 494	58 310 719	5 442 862	159 145 476
Provisions pour dépréciation						
Provisions immobilisations incorporelles	517 920		130 040			647 960
Provisions immobilisations corporelles	1 383 903		162 689	92 999		1 453 593
Provisions autres immobilisations financières	4 393			189		4 204
Provisions stocks et en cours	71 254 925		74 394 348	71 254 925		74 394 348
Provisions comptes clients	1 378 052		265 803	20 164	93 080	1 530 612
Autres provisions pour dépréciation	3 994 617		52 946	48 924		3 998 640
TOTAL II	78 533 810		75 005 826	71 417 200	93 080	82 029 356
TOTAL GENERAL (I + II)	234 049 373		142 389 320	129 727 919	5 535 942	241 174 832
Dont dotations et reprises	- d'exploitation - financières - exceptionnelles		140 408 586 1 980 734	129 727 594 325	5 535 942	



ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG

Côture au 31/12/2024

(Montants exprimés en euros)

ETAT DES CREANCES	Montant brut au 31/12/2024	A 1 an au plus	A plus d'un an
Prêts (1)	24 558 134	1 087 821	23 470 313
Autres immobilisations financières	1 823 774	767 930	1 055 844
Clients douteux ou litigieux	1 626 222	15 974	1 610 248
Autres créances clients	212 986 355	210 223 927	2 762 428
Mises en débet et autres créances			
Personnel et comptes rattachés	142 477	112 616	29 861
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	2 178 485	1 820 234	358 251
Etat et autres	9 819 505	2 732 293	7 087 212
collectivités	1 647 021	1 647 021	
- impôt sur les bénéfices			
- taxe sur la valeur ajoutée			
- subventions à recevoir			
- divers	9 111 591	5 146 870	3 964 721
Groupe et associés			
Débiteurs divers	7 564 992	6 074 561	1 490 431
Charges constatées d'avance	6 613 393	6 444 491	168 902
TOTAUX	278 071 949	236 073 738	41 998 211

(1) Montant :	- prêts accordés en 2024	1 785 097
	- remboursements obtenus en 2024	914 516

ETAT DES DETTES	Montant brut au 31/12/2024	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts, dettes - à 1 an maximum	28 722 494	3 597 494	17 125 000	8 000 000
établissement crédit - à plus de 1 an	155 996	5 000	70 000	80 996
Emprunts, dettes financières divers (1) (2)	104 716 400	104 026 992	666 819	22 589
Fournisseurs, comptes rattachés	11 205 151	9 603 044	1 224 239	377 868
Personnel et comptes rattachés	26 177 728	25 592 945	448 356	136 427
Sécurité sociale, aut.org sociaux				
Etat Impôts sur les Bénéfices	1 686 975	1 686 975		
Etat et autres				
- T.V.A.	3 119 808	3 087 766	27 880	4 162
collectivités	19 189 812	18 314 928	57 677	817 207
- autres impôts				
Dettes immobilisations et cptes rattachés	283 483	283 483		
Groupe et associés	2 875 513	2 610 747	264 636,00	130,00
Autres dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	12 108 150	10 174 230	1 933 920	
TOTAUX	210 241 510	178 983 604	21 818 527	9 439 379
(1) Emprunts souscrits en 2024	20 000 000			
Emprunts remboursés en 2024	1 500 000			

ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG



COMPTES DE REGULARISATION

ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

Clôture au 31/12/2024

(Montants exprimés en euros)

Dettes	Montant
Intérêts courus et non échus sur emprunts	97 494
Fournisseurs	53 330 883
Clients RRR à accorder et avoirs à établir	27 945
Personnel et organismes sociaux	14 729 656
Organic	1 418 390
Taxe sur les véhicules	460 310
Charges fiscales	211 791
Autres charges à payer	107 500
TOTAL DES CHARGES A PAYER	70 383 968

Créances	Montant
Clients factures à établir	2 690 570
Fournisseurs avoirs à recevoir	1 000 210
Personnel et organismes sociaux	2 178 485
État et autres collectivités	96 271
Autres produits à recevoir	1 053 670
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	7 019 206

Charges	Montant
Charges d'exploitation	6 613 393
TOTAL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	6 613 393

Produits	Montant
Subventions d'exploitation	12 108 150
TOTAL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	12 108 150



FINANCEMENT DES ACTIFS

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG

Clôture au 31/12/2024

(Montants exprimés en euros)

	Montant au 31/12/2023	Nouvelles subv Dotations	Subventions totalement amorties	Reclassements	Montant au 31/12/2024
<u>FINANCEMENT ETAT/ANR</u>					
MONTANT BRUT	4 938 472	22 762	61 387	-52 229	4 847 617
AMORTISSEMENTS	2 547 357	261 797	61 387		2 747 766
<u>FINANCEMENT DE TIERS AUTRES QUE L'ETAT</u>					
MONTANT BRUT	21 089 678	673 920	824 730		20 938 868
AMORTISSEMENTS	15 905 285	572 521	824 730		15 653 077
<u>BIENS MAD</u>					
MONTANT BRUT	19 808 950				19 808 950
AMORTISSEMENTS	15 011 049	901 750			15 912 799
MONTANT DES SUBVENTIONS NETTES	12 373 408				11 281 793



TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG

Cliôture au 31/12/2024

(Montants exprimés en euros)

	Capital	Quote-part de capital détenue	Capitaux propres	Droits de vote en %	Valeurs comptables des titres détenus		Chiffre d'affaires HT en 2024	Résultat en 2024	Dividendes encaissés en 2024	Prêts & avances consentis	Montant des cautions et avals donnés
					Brute	Nette					
FILIALES (Plus de 50 % du capital détenu)											
DIAGAST SAS	4 742 140	81,8%	26 618 809	81,8%	3 879 905	3 879 905	50 199 614	126 224	0	0	0

L'Etablissement Français du Sang est société-mère et entreprise consolidante pour le Groupe EFS



EFFECTIFS

ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

Clôture au 31/12/2024

	Nombre de personnes au 31/12/2024	Nombre d'ETP au 31/12/2024	Nombre de personnes au 31/12/2023	Nombre d'ETP au 31/12/2023
Salariés de droit privé	8 917	8 396	8 794	8 266
Contractuels de droit public	2	2	2	2
Personnel détaché	53	48	52	47
Personnel mis à disposition	210	185	227	202
TOTAL	9 182	8 632	9 075	8 516



ENQUETE PATRIMONIALE SUR SITUATION DES BIENS AU 31/12/2024

Clôture au 31/12/2024

Etablissements	SURFACE M ² S.H.O.N CONSTRUITE TOTALE	Sites en Pleine Propriété (PP)	Sites en Mise à disposition (MAD) ou en Affectation (AFF)	Sites en Location (BL)	Sites faisant l'objet d'un Bail Emphytéotique (BE)
Services Centraux	8 978		531	8 447	
PACA-Corse	17 579	48	9 111	8 420	
Nouvelle Aquitaine	32 145	13 613	11 133	5 671	1 727
Bourgogne - Franche Comté	20 518	10 713	7 629	1 826	349
Bretagne	13 682	9 118	1 507	1 738	1 319
Hauts-de-France-Normandie	60 451	24 094	11 707	24 650	
Ile de France	38 785	5 041	22 400	11 344	
Grand Est	18 563	16 637	732	1 194	
Occitanie	32 556	7 925	23 018	666	946
Centre-Pays de la Loire	21 290	13 606	1 804	5 880	
Auvergne Rhône Alpes	36 551	13 809	4 548	13 133	5 060
Guadeloupe - Guyane	2 379	2 159	-	220	
Martinique	1 203		891	312	
La Réunion Océan Indien	1 648		45	1 603	
TOTAL	306 328	116 766	95 056	85 105	9 401



ENGAGEMENTS DE CREDIT-BAIL ET LOCATIONS LONGUE DUREE

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG

Côture au 31/12/2024

(Montants exprimés en euros)

	Terrains	Constructions	Installations et matériel	Autres	TOTAL
Montant cumulé des redevances des exercices précédents	0	0	20 702	30 948	51 650
Montant des redevances afférentes à l'exercice	0	0	7 993	29 520	37 513
Montant cumulé des redevances au 31/12/2024	0	0	28 695	60 468	89 163
Redevances restant à payer à moins d'un an	0	0	4 464	29 044	33 508
Redevances restant à payer à plus d'un an et à moins de cinq ans	0	0	4 600	1 230	5 830
Redevances restant à payer à plus de cinq ans	0	0	0		0
Montant total des redevances restant à payer	0	0	9 064	30 274	39 338
Prix d'achat résiduel des biens	0	0	181	122 236	122 417

Locations longue durée	Terrains	Constructions	Installations et matériel	Autres	TOTAL
Redevances restant à payer à moins d'un an	0	19 506 465	7 190 295		26 696 760
Redevances restant à payer à plus d'un an et à moins de cinq ans	0	56 063 400	10 680 953		66 744 353
Redevances restant à payer à plus de cinq ans	0	62 458 481	114 293	0	62 572 774
Total	0	138 028 346	17 985 541	0	156 013 887



AUTRES ENGAGEMENTS HORS BILAN

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG

Clôture au 31/12/2024

(Montants exprimés en K euros)

Engagements financiers donnés	Montant
Quote part non comptabilisée de l'indemnité de départ en retraite correspondant à l'évolution actuarielle - comprise dans le corridor	1 066
Quote part non comptabilisée de l'indemnité de départ en retraite correspondant à l'évolution actuarielle - non comprise dans le corridor (amortissement sur 20 ans)	-
TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNES	1 066

(Montants exprimés en K euros)

Engagements financiers reçus	Montant
Cautions bancaires sur marchés de travaux	1 299
Autorisation découvert SOCIETE GENERALE	-
TOTAL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS	1 299



ENGAGEMENTS RECUS HORS BILAN

ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

Cloûture au 31/12/2024

Baux emphytéotiques / à construction

Etablissement	Site	Adresse
Nouvelle Aquitaine	Agen *	Rue de la Grande Muraille - 47000 Agen
Bourgogne- Franche Comté	Macon	Centre Hospitalier Les Chanaux - 3 bld Louis Escande - 71018 Macon Cedex
Bretagne	Quimper *	Centre Hospitalier de Cornouaille - 14 bis av Yves Thépot - BP 1757 - 29107 Quimper
Occitanie	Nîmes *	GHU de Nîmes Caremeau - 1 Place du Professeur Robert Debré - 30942 Nîmes
Auvergne - Rhône Alpes	Grenoble	29 avenue du Marquis du Gresivaudan - BP 35 - 38701 La Tronche Cedex
Auvergne - Rhône Alpes	Annecy	2 Chemin des Croiselets - 74370 Epagny Metz Tassy

* BE figurant dans les comptes valorisés par France Domaine



ENGAGEMENTS RECUS HORS BILAN

ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

Clôture au 31/12/2024

Mises à disposition de terrains et de locaux (gratuite et payante + reçus en affectation) (Page 1/5)

Etablissement	Site	Adresse
PACA-Corse	Aix Hopital	Av Henri Pontier - 13090 Aix en Provence
PACA-Corse	Ajaccio	Centre Hospitalier Ajaccio - Site du Stiletto - 1180 Route A Madunuccia, 20090 Ajaccio
PACA-Corse	Arles *	Centre Hospitalier Joseph Imbert- Quartier Haut Fourchon - BP 195 - 13637 Arles
PACA-Corse	Avignon	285, rue Raoul Follereau BP 888 84084 Avignon Cedex 02
PACA-Corse	Bastia	Centre Hospitalier de Falconaja - BP 680 - 20604 Bastia Cedex
PACA-Corse	Briançon	Centre Hospitalier des Escartons - avenue Adrien Daurelle - 05105 Briançon Cedex
PACA-Corse	Cannes	259-261, avenue de Grasse - 06400 Cannes
PACA-Corse	Gap *	1 Place A.Muret - 05007 Gap
PACA-Corse	Marseille IPC	Institut Paoli Calmette- 232 Sainte Marguerite - 13273 Marseille Cedex 9
PACA-Corse	Marseille Baille	149 bld Baille - 13392 Marseille Cedex 05
PACA-Corse	Marseille Nord	Chemin des Bourrely - 13915 Marseille Cedex 20
PACA-Corse	Marseille Timone 1	Timone 1 Aile Rouge - Faculté de Médecine-27 Bld Jean Moulin 13005 Marseille
PACA-Corse	Marseille Timone 2	Timone 2 BMT - 264 rue Saint Pierre - 13005 Marseille
PACA-Corse	Toulon Sainte Musse	Rue Henri Sainte Claire Deville - 83056 Toulon
Nouvelle Aquitaine	Bayonne	Hôpital de la côte Basque - 13 av Jacques Loël - 64100 Bayonne
Nouvelle Aquitaine	Dax	Bld Yves du Manoir -BP 401 - 40018 Dax Cedex
Nouvelle Aquitaine	Dax - Hôpital Thermal	Hôpital Thermal - 1 rue Labadie - 40000 Dax
Nouvelle Aquitaine	Guéret	39 avenue de la Sénatorerie - 23000 Guéret
Nouvelle Aquitaine	La Rochelle	Centre Saint Louis - Rue du Dr Scheweitzer 17012 La Rochelle
Nouvelle Aquitaine	Limoges - CHRU IH	Hôpital Dupuytren - 2 av Martin Luther King - 87042 Limoges Cedex
Nouvelle Aquitaine	Mont-de-Marsan	Centre Hospitalier - 691 av de Cronstadt - 40000 Mont-de-Marsan
Nouvelle Aquitaine	Niort *	40 avenue Charles de Gaulle - CS 78801 79028 Niort Cedex
Nouvelle Aquitaine	Pau *	CH régional - 145 avenue de Buros - 64046 Pau Université
Nouvelle Aquitaine	Périgueux	Centre Hospitalier - 80 avenue Georges Pompidou - 24000 Périgueux
Nouvelle Aquitaine	Périgueux Victoria	Foyer de l'Enfance - Bat D - 14 rue Victoria - 24000 Périgueux
Nouvelle Aquitaine	Pessac - Haut Lévêque	Hôpital du Haut Lévêque - 1 Avenue Magellan - 33604 Pessac Cedex
Nouvelle Aquitaine	Poitiers *	La Milétrie 350, avenue Jacques Coeur - BP 482 86012 Poitiers
Nouvelle Aquitaine	Saintes	33 Chemin des Carrières de la Croix -BP 40251 17105 Saintes Cedex

* MAD figurant dans les comptes valorisées par France Domaine

ENGAGEMENTS RECUS HORS BILAN

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG

Côture au 31/12/2024

Mises à disposition de terrains et de locaux (gratuite et payante + reçus en affectation) (Page 2/5)

Etablissement	Site	Adresse
Bourgogne - Franche Comté	Auxerre	2 Bld de Verdun - BP 98 - 89011 Auxerre Cedex
Bourgogne - Franche Comté	Chalon s/ Saône	Centre Hospitalier William Morey – 4 rue du Capitaine Drillien – 71321 Chalon sur Saône
Bourgogne - Franche Comté	Dijon	2 rue Angélique Ducoudray - 2078 Dijon
Bourgogne - Franche Comté	Montceau-les-Mines	Galuzot - 71230 Saint Vallier
Bourgogne - Franche Comté	Nevers	Hopital Pierre Bérégovoy - 1 bld de l'Hôpital - 58033 Nevers
Bourgogne - Franche Comté	Sens	CH Sens - 1 av Pierre Coubertin - 89100 Sens
Bourgogne - Franche Comté	Sens MDD	4 Rue Colette 89100 Sens
Bourgogne - Franche Comté	Trevenans	Hopital Nord Franche Comté 100 route de Moval 90400 Trevenans
Bretagne	Brest Caval Blanche *	CHRU La Cavale Blanche - Bld Tanguy Prigent - 29609 Brest
Bretagne	Lorient Scorff	Bât G Hôpital Scorff - rue Louis Guigen- BP 2233 - 56322 Lorient Cedex
Bretagne	Rennes Hôpital Sud*	Hopital Sud - 16 Bld de Bulgarie - 35 056 Rennes
Bretagne	St Brieuc	Centre Hospitalier La Bauchée - 10, rue Marcel Proust - 22021 St Brieuc Cedex 1
Bretagne	Vannes *	Bld du général Guillaudot 56017 Vannes
Hauts de France - Normandie	Alençon	25 rue de Fresnay - BP354 61000 Alençon
Hauts de France - Normandie	Amiens CHU	6 rue Emile Lesot - 80015 Amiens Cedex 2
Hauts de France - Normandie	Arras MDD	Maison du Don - CH Bât Dumand - 62022 Arras 62000 Dainville
Hauts de France - Normandie	Cherbourg en Cotentin MD	Centre Hospitalier du Cotentin rue de Trottebec 50100 Cherbourg en Cotentin
Hauts de France - Normandie	Creil CH	Boulevard Laennec BP 72 60109 Creil
Hauts de France - Normandie	Dieppe CH	Centre hospitalier de Dieppe - Avenue Pasteur 76200 Dieppe
Hauts de France - Normandie	Lens CH	Centre Hospitalier - 99 route de la Bassée - 62300 Lens
Hauts de France - Normandie	Lille CHU	CHRU de Lille - rue Emile Laisne - 59037 Lille
Hauts de France - Normandie	Montivilliers CH	Hopital J.Monod 29 av Pierre Mendès France 76290 Montivilliers
Hauts de France - Normandie	Rouen CHU	Hôpital Charles Nicolle - Pavillon Deroque -1 rue de Germont 76031 Rouen
Hauts de France - Normandie	Saint Quentin CH	Centre Hospitalier 1 av Michel de l'Hôpital 02100 Saint Quentin
Hauts de France - Normandie	Valenciennes CH	Centre Hospitalier - av Désandrouin - BP 479 - 59322 Valenciennes Cedex

* MAD figurant dans les comptes valorisées par France Domaine

ENGAGEMENTS RECUS HORS BILAN

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG

Côture au 31/12/2024

Mises à disposition de terrains et de locaux (gratuite et payante + reçus en affectation) (Page 3/5)

Etablissement	Site	Adresse
Ile de France	Antoine Beclère	Bât Jean Hamburger - 157 rue de la Porte de Trivaux - 92140 Clamart
Ile de France	Avicenne	125, route de Stalingrad - 93009 Bobigny Cedex
Ile de France	Beaujon	100 bd du Général Leclerc 92118 Clichy Cedex
Ile de France	Bicêtre	78 rue du Général Leclerc - 94275 Le Kremlin Bicêtre
Ile de France	Bichat Bât A	46, rue Henri Huchard - 75877 Paris Cedex 18
Ile de France	Bichat Bât T	46, rue Henri Huchard - 75877 Paris Cedex 18
Ile de France	Bichat TSUP	46, rue Henri Huchard - 75877 Paris Cedex 18
Ile de France	Cochin	Bât St Jacques - 33, rue du Faubourg St Jacques - 75614 Paris Cedex 14
Ile de France	HEGP -G Pompidou	20 rue Leblanc - 75015 Paris
Ile de France	Henri Mondor	51, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 94010 Créteil Cedex
Ile de France	Inst G Roussy *	39 rue Camille Desmoulins - 94805 Villejuif
Ile de France	Lariboisière	Bâtiment Louis Devraigne - 2, rue Guy Patin - 75475 Paris Cedex 10
Ile de France	Melun	Centre hospitalier Marc Jacquet 270 avenue Marc Jacquet 77011 Melun
Ile de France	Necker Enfants	Bât Sèvres Archambault-Lamy - 149, rue de Sèvres - 75743 Paris Cedex 15
Ile de France	Paul Brousse	Bât. F.Siguiet- C.Bernard -14, av. Paul Vaillant Couturier 94800 Villejuif
Ile de France	Pitié Salpêtrière	Pavillon Laveran 47/ 83 bd de l'Hôpital - 75651 Paris Cedex 13
Ile de France	Poissy *	9 rue du Champ Gaillard - 78300 Poissy
Ile de France	Pontoise *	2 avenue de l'île de France - 95301 Pontoise
Ile de France	Robert Debré	48, bd Sérurier - 75019 Paris
Ile de France	Saint Antoine	53 bd Diderot - 75571 Paris Cedex 12
Ile de France	Saint Louis Bât B	Bât B - 1, avenue Claude Vellefaux ou 38 rue Bichat - 75010 Paris
Ile de France	Saint Louis Bât C	Bât C - Collecte - 1, avenue Claude Vellefaux - 75010 Paris
Ile de France	Tenon	4, rue de la Chine - 75970 Paris Cedex 20
Ile de France	Armand Trousseau	Bât C.Guérin - 26/28 avenue du Docteur Arnold Netter - 75721 Paris Cedex 12
Ile de France	Versailles le Chesnay	2 rue Jean Louis Forain -78153 Le Chesnay

* MAD figurant dans les comptes valorisées par France Domaine



ENGAGEMENTS RECUS HORS BILAN

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG

Closure au 31/12/2024

Mises à disposition de terrains et de locaux (gratuite et payante + reçus en affectation) (Page 4/5)

Etablissement	Site	Adresse
Grand Est	Charleville Mézières	45 av de Manchester - 08000 Charleville Mézières
Grand Est	Colmar	Hôpital Louis Pasteur - 6 rue du Hohnack - 68025 Colmar Cedex
Grand Est	Metz Nancy	CHR Thionville - 1 Allée du Château - 57085 Metz
Grand Est	Mulhouse	Hopital du Haserain - 87 avenue d'Altkirch - BP 1257 - 68055 Mulhouse
Grand Est	Nancy Brabois	avenue de Bourgogne - 54511 Vandoeuvre Les Nancy
Grand Est	Reims	Hopital Maison Blanche - 45 rue Cognac Jay - 51092 Reims
Grand Est	Strasbourg	Hôpital de Haute pierre - avenue Molière - 67098 Strasbourg
Grand Est	Troyes	Centre Hospitalier - 101 rue Anatole France - B. P. 718 - 10003 Troyes
Occitanie	Albi	8 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 81000 Albi
Occitanie	Alès	Centre Hospitalier - 811 av du Docteur Jean Goubert - BP 139 - 30103 Alès en Cevennes
Occitanie	Auch	Centre Hospitalier - route de Tarbes -BP 382 - 32008 Auch Cedex
Occitanie	Béziers	Rue Valentin Haüy - 34500 Beziers
Occitanie	Cahors	34 rue Charles Bourseul - BP 92 - 46002 Cahors
Occitanie	Carcassonne Montredon	Hopital - 1060 Chemin de Cristol - La Madeleine Montredon - 11000 Carcassonne
Occitanie	Castres	CHI Castres Mazamet 22 rue Gambetta 81100 Castres
Occitanie	Montauban	10 rue du Docteur Alibert - 82000 Mautauban
Occitanie	Montpellier La Colombière	Hôpital La Colombière Av.Charles Flahault 34295 Montpellier
Occitanie	Montpellier CECEMA	bâtiment 53 du Campus du Triplet, Université de Montpellier, 34095 MONTPELLIER CEDEX 5
Occitanie	Narbonne	31 rue Rabelais - 11100 Narbonne
Occitanie	Perpignan	55 av de la Salanque - BP 4101 - 66043 Perpignan Cedex
Occitanie	Rodez	CH Bourran-Jacques Puel - Av de l'Hôpital - 12027 Rodez Cedex 9
Occitanie	Sète	Centre Hospitalier Bassin de Thau - Bld Camille Blanc - BP 475 - 34207 Sète Cedex
Occitanie	Toulouse Fondreyre	97, rue de Fenouillet 31200 Toulouse
Occitanie	Toulouse INCERE	Avenue Hubert Curien 31100 Toulouse
Occitanie	Toulouse IUC Langlade	Avenue Joliot Curie ZA Langlade 31000 Toulouse
Occitanie	Toulouse Purpan	Centre Hospitalier Purpan - av de Grande Bretagne - BP 3210 - 31027 Toulouse
Occitanie	Toulouse Rangueil Bâtiment	CHU Rangueil - avenue du Professeur Jean Pouilhes 31054 Toulouse



ENGAGEMENTS RECUS HORS BILAN

ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

Closure au 31/12/2024

Mises à disposition de terrains et de locaux (gratuite et payante + reçus en affectation) (Page 5/5)

Etablissement	Site	Adresse
Centre - Pays de la Loire	Blois	Mail Pierre Charlot - BP 761 41007 Blois
Centre - Pays de la Loire	Bourges	145 avenue François Mitterrand - CS 50009 18023 Bourges
Centre - Pays de la Loire	Chartres Le Coudray	4 rue Claude Bernard BP 80027 28637 Le Coudray
Centre - Pays de la Loire	Le Mans	194 avenue de Rubillard - 72000 Le Mans
Centre - Pays de la Loire	Nantes Hopital Nord *	Bld Jacques Monod - 44800 Saint Herblain
Centre - Pays de la Loire	Orléans	14, avenue de l'hôpital - 45072 Orléans
Centre - Pays de la Loire	Tours Trousseau	CHU Trousseau - avenue de la République 37170 Chambray les Tours
Centre - Pays de la Loire	Tours Bretonneau *	2 boulevard Tonnellé BP 40661 37206 Tours
Auvergne - Rhône Alpes	Anemasse *	558 route de Findrol - 741130 Contamine sur Arve
Auvergne - Rhône Alpes	Aurillac *	50 avenue de la République - 15002 Aurillac
Auvergne - Rhône Alpes	Bourg en Bresse	Hôpital de Fleyriat - 900 route de Paris - 01012 Bourg en Bresse
Auvergne - Rhône Alpes	CHC Chambéry	Place Lucien Biset-BP 31125-73000 Chambéry
Auvergne - Rhône Alpes	Annecy	Centre Hospitalier Annecy Genevois - 1 av de l'Hôpital - Metz Tassy - 74374 Pringy
Auvergne - Rhône Alpes	Lyon Cardio (GHE)	28 av du Doyen Lépine - Bâtiment TM Hôpital Cardiologique - 69500 Bron
Auvergne - Rhône Alpes	Lyon Croix Rousse	Hôpital de la Croix Rousse - 103 Grande rue de la Croix Rousse - 69004 Lyon
Auvergne - Rhône Alpes	Lyon HEH Pavillon I	5 place d'Arsonval Pavillon I - 69037 Lyon Cedex 03
Auvergne - Rhône Alpes	Lyon HEH Pavillon P	5 place d'Arsonval Pavillon P - 69347 Lyon Cedex 03
Auvergne - Rhône Alpes	Lyon Sud Bât 1G CDS	Centre Hospitalier Lyon Sud - Chemin du Grand Revoyet - 69310 Pierre Benite
Auvergne - Rhône Alpes	Lyon HEH B5	Hôpital Edouard Henriot - 5 Place d'Arsonval - pavillon P6 - 69347 LYON
Auvergne - Rhône Alpes	Lyon Sud Bât 3A IH/DEL	Centre Hospitalier Lyon Sud - Chemin du Grand Revoyet - 69310 Pierre Benite
Auvergne - Rhône Alpes	Montluçon	Hôpital de Montluçon - 18 av du 8 mai 1945 - 03100 Montluçon
Auvergne - Rhône Alpes	Moulins *	10 avenue du Général de Gaulle - 03006 Moulins
Auvergne - Rhône Alpes	St Priest en Jarez	Hôpital Nord St Etienne - Pavillon de Biologie - av Albert Raimond - 42270 Saint Priest en Jarez
Martinique	Martinique *	Hopital Pierre Zobda Quitman - La Meynard - 97206 Fort de France
La Réunion	Saint-Denis	C.H.R Félix Guyon - Route de Bellepierre - 97405 Saint Denis Cedex

* MAD figurant dans les comptes valorisées par France Domaine